



Chapitre

2

État de
l'environnement et
politiques suivies
de 1972 à 2002

L'établissement de rapports sur l'état de l'environnement a commencé aux États-Unis en 1969 avec l'adoption de la *National Environmental Policy Act* (NEPA) ; c'est devenu ensuite un impératif mondial après la déclaration adoptée à la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. On a mis d'abord l'accent sur l'état de l'environnement biophysique — les terres, les eaux douces, les forêts, la flore et la faune sauvages par exemple. Généralement, l'homme était présenté comme une menace pour l'environnement. Puis ces rapports, au fil des ans, sont devenus plus intégrés et on prend désormais en compte les interactions complexes entre l'homme et la nature pour évaluer et analyser les changements intervenus dans l'état de l'environnement.

Depuis, des rapports sur l'état de l'environnement sont établis pratiquement à tous les niveaux fonctionnels : le cadre local, national, sous-régional, régional et mondial. Les démarches suivies sont diverses : certaines sont centrées sur un milieu physique tel que la terre et l'eau, certaines sont sectorielles, portant sur l'agriculture et la forêt par exemple, certaines sont des analyses de problèmes particuliers tels que la dégradation des terres et la pollution (certains rapports mêlent ces diverses démarches). D'autres fils directeurs sont suivis : pression-état-réponse, puis : forces motrices-pression-état-impact-réponse. Ces différentes méthodes ont bien rempli leur objet, mais leur faiblesse principale tient à la linéarité de la méthode suivie pour aborder des processus écologiques et des interactions entre l'homme et l'environnement qui sont complexes. Souvent, les rapports sur l'état de l'environnement méconnaissent en partie le fait que si l'homme a un certain impact sur l'environnement, l'environnement a également un impact sur l'homme.

Avec le temps, par conséquent, une conception de l'évaluation et de l'analyse environnementale plus intégrée est apparue ; elle vise à montrer la complexité des relations de causalité entre l'homme et la nature. Elle cherche à relier les causes (forces motrices et pressions) aux situations environnementales (état) jusqu'aux activités (politiques et décisions) qui ont déterminé l'état de l'environnement au cours des 30 dernières années, et les impacts que ces changements ont désormais sur l'homme.

L'analyse est d'abord thématique — tendances socioéconomiques, terre, forêts, diversité biologique, eaux douces, zones côtières et marines, atmosphère, zones urbaines, catastrophes — mais la nature globale de l'environnement est soulignée chaque fois que nécessaire. Ces questions thématiques sont analysées d'abord au niveau mondial, puis au niveau des régions retenues pour le GEO : Afrique, Asie et Pacifique,

Europe, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord, Asie occidentale et régions polaires. Les parties portant sur la situation mondiale mettent en évidence un grand nombre des principaux problèmes qui se posent dans chaque secteur, en montrant les tendances constatées au cours des 30 dernières années. L'analyse retient comme base de référence la Conférence de Stockholm de 1972, examine l'évolution de chaque problème et montre comment la communauté internationale a tenté de le résoudre.

Au niveau régional, à la faveur de divers processus de consultation, chaque région a identifié elle-même les deux ou trois grandes questions qu'il importait d'analyser du point de vue de chaque secteur ou thème. Ces problèmes sont examinés dans les pages qui suivent ; leur liste est donnée dans le tableau en regard. Ce tableau fait apparaître des questions qui se posent à toutes les régions, montrant bien la nature mondiale de la problématique de l'environnement. En outre, on indique dans ce tableau certaines disparités régionales spécifiques, qui ont appelé des réponses régionales spécifiques. Dans l'ensemble du rapport, les sections et les graphiques portant sur les régions sont codées par couleur, pour être facilement reconnaissables (voir le tableau des couleurs régionales).

Une différenciation sous-régionale de l'analyse est également fournie le cas échéant. Des exemples pris au niveau national sont présentés pour souligner certaines évolutions frappantes. Le but de l'évaluation cohérente du bilan des politiques suivies, en fin de compte, est de dégager les succès et les échecs du développement et de l'application des politiques de l'environnement, pour guider les initiatives futures.

Les analyses sont étayées par des graphiques et autres illustrations conçus à l'aide des données spécifiquement établies pour GEO-3 durant la période de 30 ans retenue pour ce bilan. Les données ont été établies à partir de très nombreuses sources différentes puis, chaque fois que cela a été possible, agrégées à partir du niveau national, jusqu'aux niveaux sous-régional, régional et mondial, de façon à rendre possibles des comparaisons. La base de données GEO-3, dont certains éléments sont désormais disponibles sur le CD-ROM diffusé avec le présent rapport, a cherché à résoudre certains des problèmes concernant les données qui avaient d'abord été repérés dans le GEO-1 en 1997 : la nécessaire harmonisation des ensembles nationaux de données et l'obtention d'ensembles de données mondiales.

Le présent chapitre met en avant la notion d'intégration : entre les régions, entre l'état de l'environnement et les politiques suivies, entre le passé et l'avenir, entre les thèmes et entre les grands domaines

Principaux problèmes environnementaux par région GEO

| | Terre | Forêts | Diversité biologique | Eaux douces | Mer et côtes | Atmosphère | Zones urbaines | Catastrophes |
|------------------------------------|--|--|---|--|--|---|--|--|
| Afrique | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation et désertification Régime foncier inapproprié et inéquitable | <ul style="list-style-type: none"> Déforestation Perte de la qualité des forêts | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation et perte des habitats Commerce de viande de gibier | <ul style="list-style-type: none"> Instabilité des ressources en eau Stress hydrique et manque d'eau Accès à l'eau potable et assainissement Détérioration de la qualité de l'eau Perte des zones humides | <ul style="list-style-type: none"> Érosion et dégradation des zones côtières Pollution Changement climatique et montée du niveau de la mer | <ul style="list-style-type: none"> Qualité de l'air Instabilité du climat et vulnérabilité au changement climatique Inondations et sécheresses | <ul style="list-style-type: none"> Urbanisation rapide Déchets solides Approvisionnement en eau et assainissement Pollution de l'air | <ul style="list-style-type: none"> Sécheresse Inondations Conflits armés |
| Asie et Pacifique | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation des terres Désertification Changement de l'affectation des terres | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation des forêts Déforestation | <ul style="list-style-type: none"> Perte des habitats Perte et dégradation des forêts Espèces allogènes | <ul style="list-style-type: none"> Manque d'eau Pollution | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation des ressources côtières et marines Pollution due à l'extraction minière et aux constructions côtières | <ul style="list-style-type: none"> Qualité de l'air Épuisement de l'ozone Émissions de gaz à effet de serre et changements climatiques | <ul style="list-style-type: none"> Pollution de l'air Gestion des déchets Approvisionnement en eau et assainissement | <ul style="list-style-type: none"> Inondations Sécheresse Volcans Séismes |
| Europe | <ul style="list-style-type: none"> Utilisation des sols Dégradation des sols, revêtements étanches et contamination des sols Érosion des sols | <ul style="list-style-type: none"> Perte des forêts naturelles Dégradation des forêts | <ul style="list-style-type: none"> Gestion durable des forêts Organismes génétiquement modifiés | <ul style="list-style-type: none"> Quantité et qualité de l'eau Politiques et législation de l'eau | <ul style="list-style-type: none"> Érosion côtière Pollution | <ul style="list-style-type: none"> Pollution de l'air Épuisement de l'ozone stratosphérique Émissions de gaz à effet de serre | <ul style="list-style-type: none"> Qualité de l'air Pollution par le bruit Déchets solides | <ul style="list-style-type: none"> Tempêtes et inondations Séismes Catastrophes anthropogéniques |
| Amérique latine et Caraïbes | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation des terres Régime foncier | <ul style="list-style-type: none"> Déforestation Dégradation des forêts | <ul style="list-style-type: none"> Perte et dégradation des habitats Surexploitation des ressources et commerce illégal | <ul style="list-style-type: none"> Diminution de l'eau disponible par habitant Qualité de l'eau | <ul style="list-style-type: none"> Reconversion et destruction des habitats Pollution Surexploitation des pêcheries | <ul style="list-style-type: none"> Pollution de l'air Épuisement de l'ozone Qualité de l'air | <ul style="list-style-type: none"> Déchets solides Approvisionnement en eau et assainissement Qualité de l'air | <ul style="list-style-type: none"> Sécheresse Cyclones Inondations Séismes Rejets des substances toxiques |
| Amérique du Nord | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation des terres Pesticides | <ul style="list-style-type: none"> État de la forêt Forêts anciennes | <ul style="list-style-type: none"> Destruction et dégradation des habitats Bioinvasion | <ul style="list-style-type: none"> Eaux souterraines Qualité de l'eau des Grands Lacs | <ul style="list-style-type: none"> Reconversion d'écosystèmes fragiles Surexploitation des ressources marines Pollution | <ul style="list-style-type: none"> Épuisement de l'ozone stratosphérique Gaz à effet de serre et changements climatiques | <ul style="list-style-type: none"> Hypertrophie urbaine Empreinte écologique | <ul style="list-style-type: none"> Inondations et changements climatiques Incendies de forêt |
| Asie occidentale | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation des terres Détérioration des terrains de parcours | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation Surexploitation | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation et perte des habitats Surexploitation des espèces | <ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la demande d'eau Surexploitation des eaux souterraines Qualité de l'eau | <ul style="list-style-type: none"> Développement et urbanisation côtiers Surexploitation des ressources Pollution marine | <ul style="list-style-type: none"> Pollution de l'air Substances épuisant la couche d'ozone Changements climatiques | <ul style="list-style-type: none"> Reconversion des sols Déchets solides | <ul style="list-style-type: none"> Sécheresse Rejets d'hydrocarbures Conflits armés |
| Régions polaires | <ul style="list-style-type: none"> Dégradation Érosion Changements climatiques | <ul style="list-style-type: none"> Questions des forêts boréales Menace sur la toundra | <ul style="list-style-type: none"> Changements climatiques Épuisement de l'ozone Surexploitation | <ul style="list-style-type: none"> Espèces allogènes Pollution | <ul style="list-style-type: none"> Surexploitation des pêcheries Pollution Changements climatiques | <ul style="list-style-type: none"> Épuisement de l'ozone stratosphérique Pollution de l'air à grande distance Changements climatiques | <ul style="list-style-type: none"> assainissement et déchets | <ul style="list-style-type: none"> Inondations Rejets d'hydrocarbures Invasion de ravageurs |

Note : Ce tableau indique, pour chaque région couverte dans le présent chapitre, les deux ou trois grandes questions thématiques retenues. En raison de la filière linéaire retenue : forces motrices-pression-état-impact-réponse, un problème peut, dans cette analyse, être couvert par deux thèmes ou plus. Par exemple, la dégradation des forêts peut être la force principale de la perte de la diversité biologique dans une région alors que dans une autre elle peut être le principal sujet de préoccupation.

sectoriel, environnemental, économique, social et culturel par exemple. On tente également d'analyser les politiques suivies (les réponses sociales) face à des problèmes environnementaux précis, en montrant les impacts positifs et négatifs des mesures prises sur l'environnement, et la façon dont l'environnement peut déterminer les politiques suivies, aussi bien rétrospectivement que prospectivement. Le chapitre examine les impacts des politiques publiques et des actions du secteur privé ; il examine aussi les politiques régionales et mondiales, en incluant les accords multilatéraux relatifs à l'environnement. L'analyse prend en considération non seulement les politiques environnementales mais aussi les impacts des politiques générales sur les questions environnementales telles que

les politiques sociales et économiques générales pour autant qu'elles ont des répercussions sur l'environnement.

Un autre élément important traité dans ce chapitre est l'utilisation des images landsat pour illustrer les changements intervenus au cours des 30 dernières années dans l'environnement. Ces images sont produites par Landsat, lancé en 1972, année qui coïncide avec celle de la Conférence de Stockholm. Les images Landsat, que l'on trouve reproduites sur une page et parfois deux à la fin de chaque section, à la rubrique « Notre environnement en mutation », font apparaître les importants changements constatés dans différents endroits de différentes régions.



PNUD, S. Yoh, Topham Picturepoint

L'arrière-plan socioéconomique

Aperçu de la situation dans le monde

Depuis 30 ans, il s'est produit dans le monde des changements sociaux, économiques, politiques et technologies sans précédent. Ces changements, liés entre eux, constituent la toile de fond sur laquelle on peut examiner les changements survenus dans l'état de l'environnement pendant le même temps, car ces différents éléments ne sont pas seulement significatifs en eux-mêmes, mais aussi parce que ce sont des facteurs contribuant puissamment au changement environnemental.

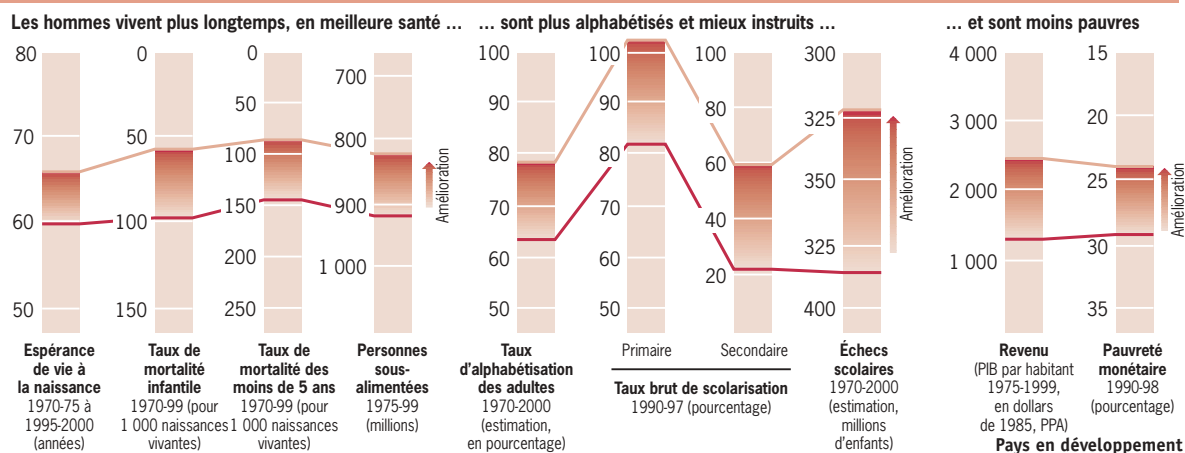
Le développement humain

Le développement humain a remarquablement progressé, en particulier dans les pays en développement : les revenus se sont améliorés, la pauvreté monétaire a diminué, les hommes vivent plus longtemps, en meilleure santé, sont plus alphabétisés et mieux instruits que jamais auparavant dans l'histoire. Le revenu annuel moyen dans les pays en développement a augmenté presque partout : en termes réels, c'est-à-dire en dollars constants de 1995, entre 1972 et 1999, il a augmenté de 13 % en Afrique, de 72 % en Asie et dans le Pacifique, de 35 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, même si, en Asie occidentale, il a diminué de 6 % (chiffres établis par la Banque mondiale, 2001).

Néanmoins, le XXI^e siècle aura à résoudre des problèmes redoutables, car la misère est encore très largement répandue dans le monde. Un cinquième de la population mondiale, environ 1,2 milliard de personnes vivent encore dans la misère, avec moins de 1 dollar par jour, et 2,8 milliards, soit près de la moitié de la population mondiale, avec moins de 2 dollars par jour (PNUD, 2001). Les trois quarts de ceux qui vivent dans la misère habitent les zones rurales (FIDA, 2001), et la majorité sont des femmes. La pauvreté ne se limite pas aux pays en développement : plus de 130 millions d'habitants des pays développés membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont considérés comme pauvres en termes de revenu (PNUD, 2001).

Un mauvais état de santé peut s'expliquer par des facteurs environnementaux (OMS, 1997 ; Murray et Lopez, 1996) tout comme par la pauvreté. L'innovation médicale, le progrès dans les soins de santé de base et des politiques sociales favorables ont entraîné une élévation spectaculaire de l'espérance de vie et une baisse remarquable de la mortalité infantile (ONU, 2000). Dans l'ensemble, un enfant né aujourd'hui peut espérer vivre huit ans de plus qu'un enfant né il y a 30 ans (PNUD, 2001). Pourtant, les taux de pauvreté dans les zones urbaines et rurales, ainsi que les grandes maladies infectieuses comme le sida, la tuberculose et le paludisme ternissent encore l'éclat des succès obtenus sur le plan

Progrès et développement humain au cours des 30 dernières années



Ces graphiques montrent le progrès du développement humain sur plusieurs fronts. La pauvreté est mesurée par la part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour.

Sources : FAO, 2000 ; PNUD, 2001 ; UNESCO, 2000.

médical au cours des dernières décennies.

D'énormes progrès ont également été faits s'agissant de l'éducation au cours des 30 dernières années, et les taux d'alphabétisation, chez les adultes, ont augmenté, passant de 63 % en 1970, selon les estimations, à 79 % en 1998 (UNESCO, 2000). Néanmoins, en 2000, on comptait encore dans le monde 854 millions d'adultes analphabètes, dont 543 millions de femmes (63,6 %) ; 325 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés, dont 56 % de filles (PNUD, 2001). Une meilleure éducation (notamment chez les femmes) et la création de capacités sont considérées comme deux facteurs critiques dans le ralentissement de l'accroissement mondial de la population, passé d'un taux annuel de 2,1 % au début des années 70 à 1,3 % en 2000 (ONU, 1997 ; FNUAP, 2001).

L'indicateur du développement humain (IDH)

L'indicateur du développement humain fait la synthèse de plusieurs indicateurs exprimant les aspects essentiels du développement humain (longévité, connaissances et niveau de vie adéquat) afin de mesurer de façon générale les progrès faits par un pays, et l'on distingue ainsi un développement humain fort, moyen ou faible. Entre 1975 et 1999, on constate un progrès général du développement humain (voir tableau), qui illustre les possibilités d'éliminer la pauvreté et de poursuivre le progrès au cours des prochaines décennies. Pourtant, 8 pays en transition et 12 pays d'Afrique subsaharienne ont reculé, à cet égard, durant la même période (voir « Afrique » et « Europe » dans ce chapitre).

L'évolution du développement humain
(millions de personnes)

| | 1975 | 1999 |
|-----------------------------|-------|-------|
| Fort développement humain | 650 | 900 |
| Développement humain moyen | 1 600 | 3 500 |
| Faible développement humain | 1 100 | 500 |

Note : Ces chiffres renvoient à la population des pays pour lesquels on disposait de données en 1975 et 1999, et leur total n'est donc pas égal à la population mondiale
Source : PNUD, 2001

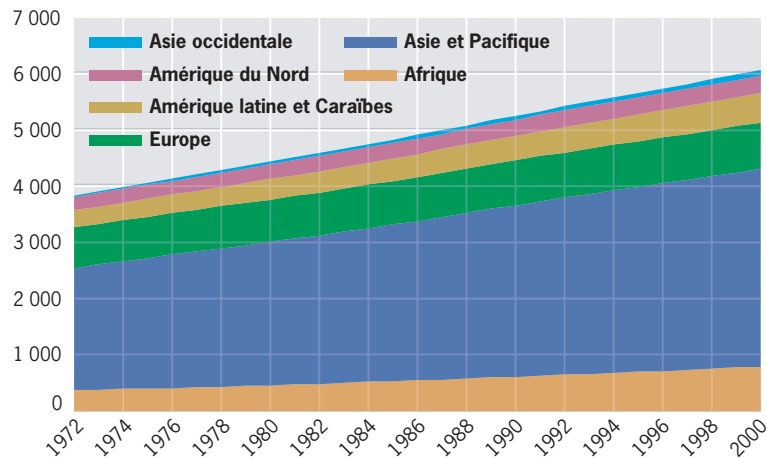
L'évolution démographique

La population mondiale a augmenté, passant de 3,85 milliards environ en 1972 à 6,1 milliards au milieu de l'année 2000 (voir chiffres de la page 34) et augmente actuellement de 77 millions par an (FNUAP, 2001). La croissance est concentrée surtout dans les pays en développement, et pour deux tiers en Asie et dans le Pacifique. Six pays sont à l'origine de 50 % de cette croissance annuelle de la population mondiale : l'Inde (21,1 %), la Chine (13,6 %), le Pakistan (4,8 %), le Nigéria (3,9 %), le Bangladesh (3,7 %) et l'Indonésie (3,6 %) (Nations Unies, 2001).

La population des régions industrialisées, soit actuellement 1,2 milliard, devrait peu changer au cours des 50 prochaines années, alors que celle des régions en développement passerait de 4,9 milliards en 2000 à 8,1 milliards en 2050 (Nations Unies, 2001). Cette différence s'explique surtout par les niveaux de fécondité. Les pays moins développés ont une forte fécondité, de 3,1 enfants par femme entre 1995 et 2000, tandis que dans les pays développés, la fécondité constatée est de 1,57 enfant par femme au cours de la même période — bien en dessous du niveau de remplacement, qui est de 2,1 enfants par femme (FNUAP, 2001).

Les différences de l'espérance de vie entre les pays en développement et les pays développés se sont réduites, puisqu'elles étaient de 22 ans en 1960 et de moins de 12 ans en 2000. Entre 1995 et 2000, l'espérance de vie dans les pays industrialisés était estimée à 75 ans, contre 63 ans dans les pays en développement (Nations Unies, 2001). Comme la fécondité mondiale continue à diminuer et l'espérance de vie à s'élever, la population mondiale vieillira plus vite au cours des 50 prochaines années que durant le dernier demi-siècle (Nations Unies, 2001). Néanmoins, l'apparition du sida durant les années 70 a réduit l'espérance de vie dans les pays les plus touchés et la maladie est désormais la quatrième

Population mondiale (en millions) par région, 1972-2000



La population mondiale augmente actuellement de 77 millions par an, les deux tiers de cet accroissement ayant lieu en Asie et dans le Pacifique

Source : Données établies d'après des chiffres de la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001

cause de décès dans le monde. Plus de 60 millions de personnes ont été infectées par le VIH depuis les années 70, et l'on compte 20 millions de morts. Sur les 40 millions de personnes vivant avec le VIH ou le sida dans le monde, 70 % vivent en Afrique subsaharienne, où c'est la première cause de décès (ONUSIDA, 2001). Comparé à l'Afrique, l'impact relatif de l'épidémie du sida dans la plupart des autres régions du monde demeure faible.

Au cours des 30 dernières années, on a observé d'importants mouvements de population, en raison de

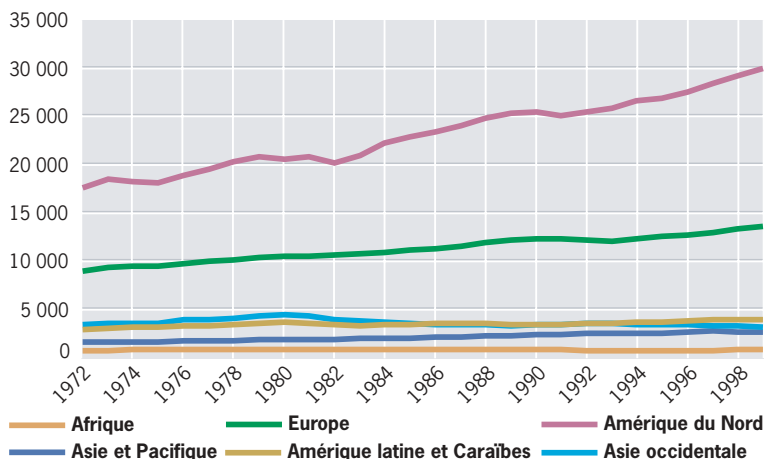
l'urbanisation rapide, des migrations internationales et de l'augmentation du nombre des réfugiés et des personnes déplacées. Le nombre de personnes vivant en dehors de leur pays est passé de 84 millions en 1975 à, sans doute, 150 millions à la fin du XX^e siècle (PNUD, 1999 ; HCR, 2000). Le nombre des réfugiés est passé de 2,7 millions en 1972 à un maximum de 18,3 millions en 1992, et il était à la fin de 1999 de 11,7 millions (HCR, 2000). En 2001, on estimait que 22 millions de personnes en situation préoccupante existaient dans le monde, parmi les réfugiés, les personnes revenues chez elles et les personnes déplacées dans leur pays (HCR, 2001). Le solde net des migrations internationales devrait rester positif dans les régions développées, qui gagneraient ainsi environ deux millions de personnes par an au cours des 50 prochaines années. En raison de la faible fécondité des pays qui reçoivent les migrants, cette migration aura un important impact sensible sur l'accroissement démographique des pays développés (Nations Unies, 2001).

Développement économique

L'économie mondiale a dans l'ensemble connu une expansion considérable au cours des 30 dernières années en dépit d'importantes fluctuations. Le produit brut mondial a plus que doublé, passant de 14 300 milliards de dollars en 1970 environ à 29 995 milliards de dollars en 1999 selon les estimations (Costanza et autres, 1997 ; Banque mondiale, 2001). Cependant, ces chiffres ne comprennent pas la valeur des biens et services environnementaux, d'une importance pourtant décisive pour la préservation des systèmes de soutien de la vie sur la Terre, et qui contribuent au bien-être des hommes tout en étant en dehors du marché. L'estimation de la valeur économique de ces services rendus par les écosystèmes se situerait entre 16 000 milliards de dollars et 54 000 milliards de dollars par an, avec une moyenne de 33 000 milliards de dollars. Cette estimation doit être considérée comme minimale, en raison de la nature des incertitudes qui entourent ces chiffres (Costanza et autres, 1997).

L'économie mondiale a connu une croissance de 3,1 % par an du produit brut réel entre 1980 et 1990, puis de 2,5 % par an entre 1990 et 1998, avec des taux de croissance annuelle par habitant respectivement de 1,4 et 1,1 % (CNUCED, 2000). Cependant, on constate une très grande diversité régionale au cours de cette période, les taux de croissance étant de très loin les plus élevés en Asie et dans le Pacifique, où vit plus de la moitié de la population mondiale. Le PIB par habitant (en dollars constants de 1995) a pratiquement doublé dans les pays de l'Asie de l'Est et du Pacifique du Nord-Ouest entre 1972 et 1999, avec une croissance annuelle moyenne de

Produit intérieur brut par habitant (en dollars de 1995), 1972-1999



En dépit d'une croissance économique mondiale, l'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi entre les pays développés et les pays en développement ; sauf en Europe et en Amérique du Nord, les revenus par habitant n'ont que très peu augmenté

Source : Données établies d'après des chiffres de la Banque mondiale, 2001

2,4 % par an (d'après les chiffres de la Banque mondiale, 2001) ; par contraste, il a diminué en Afrique subsaharienne.

Malgré la croissance économique mondiale, l'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi à la fois entre les pays développés et les pays en développement, et dans les pays, en particulier en Amérique latine et en Afrique subsaharienne (PNUD, 2001). Les revenus par habitant n'ont que très peu augmenté dans la plupart des régions, à l'exception de l'Europe et de l'Amérique du Nord (voir la figure de la page 34). Actuellement, 3,5 milliards d'habitants des pays à faible revenu se partagent moins de 20 % du revenu mondial, tandis que le milliard d'habitants des pays développés s'en partage 60 % (ONU, 2000). Le rapport entre le revenu dans les pays où habitent les 20 % les plus riches de la population mondiale et celui des 20 % les plus pauvres s'est encore accru, passant de 30 à 1 en 1960 à 60 en 1990 et à 74 en 1997 (PNUD, 1999).

L'augmentation de l'utilisation d'énergie (voir encadré) et la croissance des transports sont des indicateurs du développement économique et l'une et l'autre ont des effets graves sur l'environnement. Le transport en voiture particulière est devenu un élément pratiquement obligatoire du mode de vie de ceux qui peuvent se le permettre. Depuis les années 70, ce sont environ 16 millions de nouveaux véhicules qui ont pris la route chaque année dans le monde (PNUD, PNUE, Banque mondiale et WRI, 1998) et les voitures particulières absorbent 15 % de la consommation totale d'énergie dans le monde (Jepma et autres, 1995).

Les inégalités de revenu se reflètent également dans des disparités similaires de la consommation matérielle (voir « L'empreinte écologique, p. 36). On estime que les 20 % les plus riches de la population mondiale représentent 86 % de la consommation privée totale, consomment 58 % de l'énergie, 45 % de la viande et du poisson, 84 % du papier et possèdent 87 % des automobiles et 74 % des téléphones. Réciproquement, les 20 % les plus pauvres de la population mondiale ne consomment que 5 % ou moins de chacun de ces biens et services (PNUD, 1998).

Dans de nombreux pays en développement, la pauvreté, le chômage et la faible productivité sont des préoccupations majeures. Dans les pays en développement pris ensemble, le secteur non structuré assure 37 % de l'emploi, et jusqu'à 45 % en Afrique (CNUEH, 2001). Dans les années 80, les programmes d'ajustement structurel ont été introduits par la Banque mondiale pour corriger les déséquilibres économiques profonds et améliorer, par des réformes, l'efficacité de l'économie. Les programmes d'ajustement structurel ont eu des effets économiques, sociaux et environnementaux,

Évolution de la production et de la consommation mondiale d'énergie

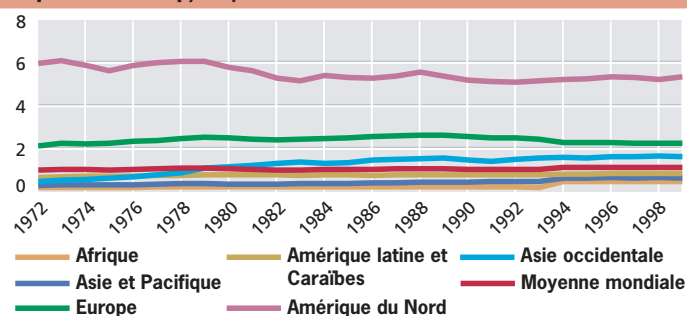
L'énergie est l'une des conditions du développement socioéconomique. Elle est également essentielle pour atteindre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux du développement durable. La maîtrise de l'énergie a spectaculairement élargi les choix individuels, permettant à ceux qui en disposent de jouir d'une mobilité et d'un confort remarquables et d'atteindre une productivité exceptionnelle. Mais l'utilisation de l'électricité par habitant illustre une très forte disparité dans la consommation d'énergie. La moyenne annuelle dans les pays de l'OCDE est 8 053 kWh par habitant, soit près de 100 fois plus que dans les pays les moins avancés, où la consommation moyenne ne dépasse pas 83 kWh par habitant (PNUD/ONU/CME, 2000).

Le taux de croissance annuelle de l'utilisation totale d'énergie entre 1972 et 1999 a été de 2 % par an, mais il a fluctué, de 2,8 % durant les années 70 à 1,5 % durant les années 80, puis 2,1 % dans les années 90 (AIE, 1999). La diminution s'explique par la fragilité des résultats économiques dans les pays en transition, en Europe, durant les années 90, à quoi il faut ajouter la crise financière mondiale de 1997-98 (PNUD/ONU/CME, 2000).

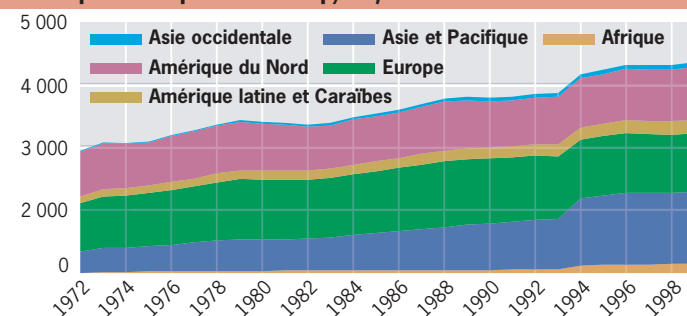
Les avantages concrets de la production et de la consommation d'énergie ont, cependant, souvent, de graves inconvénients pour l'environnement, qui à leur tour peuvent compromettre la santé publique et la qualité de la vie. Les effets sur l'atmosphère, le déboisement qui entraîne une érosion des sols et l'envasement des masses d'eau, l'élimination des déchets nucléaires et, occasionnellement, des catastrophes telles que celle de Tchernobyl figurent parmi les problèmes largement reconnus.

À l'échelle mondiale, la consommation par habitant a assez peu changé au cours des 30 dernières années, bien que la consommation totale ait augmenté de 70 % environ entre 1972 et 1999. Au niveau régional, la consommation par habitant a diminué en Amérique du Nord, le plus gros consommateur, et a fortement augmenté en Asie occidentale. La réduction de la consommation de combustibles fossiles dans les régions à forte consommation et la réalisation d'un meilleur équilibre de la consommation par habitant dans les pays et entre les pays sont des impératifs environnementaux pour l'avenir.

Consommation d'énergie par habitant (tonnes d'équivalent pétrole — tep/an)



Consommation d'énergie totale (tonnes d'équivalent pétrole — tep/an)



Source : D'après les chiffres fournis par l'AIE, 1999, et la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001

en particulier des répercussions sur la stabilité sociale et la durabilité environnementale (Reed, 1996). La pauvreté, le chômage, la baisse des niveaux de vie sont aussi devenus des problèmes importants dans les pays en transition durant les années 90.

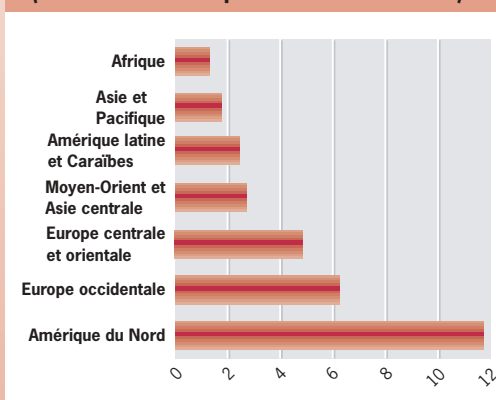
L'un des problèmes critiques est celui de la dette extérieure, qui en 1999 atteignait 2 572 614 millions de dollars (Banque mondiale, 2001). L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a été lancée en 1996 et, en novembre 2001, les programmes de réduction de la dette concernaient 36 000 millions de dollars dans 24 pays, surtout en Afrique (FMI, 2001). Cependant, l'Initiative est quelque peu décevante et de nombreux pays qui obtiennent une atténuation de la dette au titre de l'Initiative PPTE consacrent toujours plus de fonds au service de la dette qu'à l'enseignement élémentaire ou à la santé publique (Oxfam, 2001).

L'empreinte écologique

Ce qu'on appelle « l'empreinte écologique » est une estimation de la pression de l'homme sur les écosystèmes mondiaux, exprimée en « unités de surface ». Chaque unité correspond au nombre d'hectares de terre biologiquement productive nécessaire pour produire les aliments et le bois que consomment les habitants, l'équipement qu'ils utilisent, et pour absorber le CO₂ produit par les combustibles fossiles. Ainsi, cette empreinte tient compte de l'impact total des habitants sur l'environnement.

L'empreinte écologique mondiale est donc fonction de la population, de la consommation moyenne de ressources par habitant, de l'intensité de la consommation de ressources et de la technologie utilisée. Entre 1976 et 1996, l'empreinte écologique mondiale est passée de 11 000 millions d'unités de surface à plus de 16 000 millions. L'empreinte moyenne mondiale est restée assez constante entre 1985 et 1996, à 2,85 unités de surface par habitant.

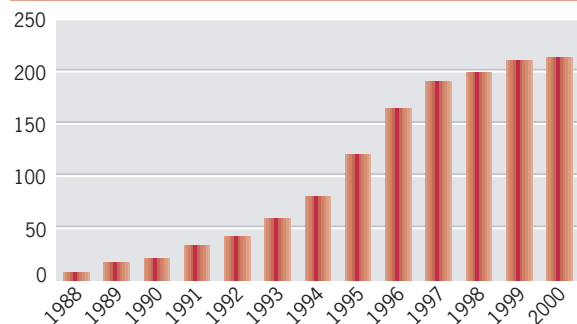
L'empreinte écologique au niveau régional (unité de surface par habitant en 1996)



Note : les régions ne correspondent pas exactement à celles des régions retenues par le GEO

Source : WWF et autres, 2000

Nombre de pays reliés à l'Internet



La science et la technologie

Les miracles de la science et de la technologie ont apporté à l'homme des niveaux de santé toujours plus élevés, une vie toujours plus longue, des emplois meilleurs, une instruction meilleure et une existence plus confortable que ne connaissaient ses ancêtres il y a 100 ans.

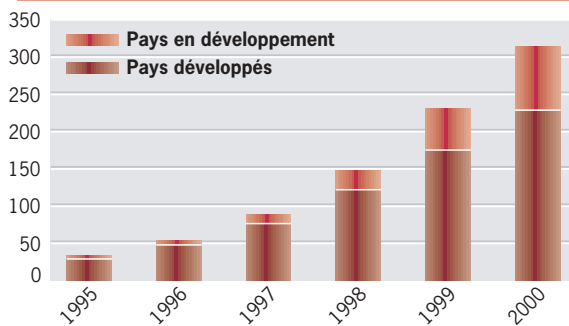
Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, 1972

Cette appréciation qui date des années 70 demeure vraie aujourd'hui. La science et la technologie ont permis des percées majeures au cours des 30 dernières années dans des domaines, par exemple, comme l'information et les communications, la médecine, l'alimentation, l'agriculture, le développement économique et les biotechnologies. Quarante-six plaques tournantes mondiales de l'innovation technologique ont été recensées dans le monde, mais elles se trouvent surtout en Europe et en Amérique du Nord (Hillner, 2000).

Les techniques de l'information et de la communication (TIC, ou télématique) ont en particulier révolutionné les modes de vie, la façon dont on apprend, on travaille, on se rencontre (Charte d'Okinawa, 2000). L'Internet, les téléphones cellulaires, les réseaux de satellites ont rapetissé le temps et l'espace. Les communications par satellite, depuis le milieu des années 80, ont donné naissance à de nouveaux médias puissants, d'ampleur mondiale. La convergence, au début des années 90, des ordinateurs et des télécommunications a suscité une véritable explosion de la communication, de son traitement et de son stockage, et la distribution de quantités énormes d'informations. En 2001, plus d'informations pouvaient être envoyées par un simple câble en une seconde que tout ce qui est passé par la totalité de l'Internet en 1997 (PNUD, 2001).

La télématique progresse rapidement, offrant d'immenses possibilités pour le développement humain, en facilitant beaucoup la façon dont on accède à l'information, depuis les endroits les plus reculés, rapidement et à très peu de frais. Cependant, la diffusion

Nombre d'internautes (millions)

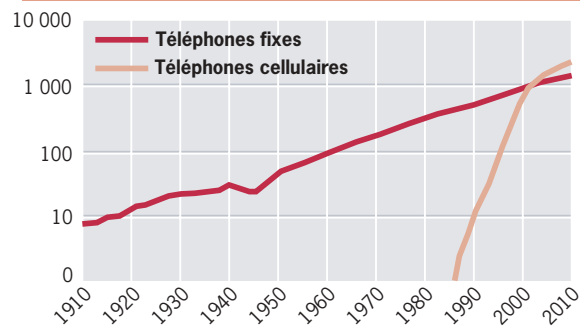


inégale de la télématique signifie que l'accès au développement technologique constituera un avantage pour une petite minorité seulement. À ce jour, les utilisateurs de l'Internet habitent surtout les villes, et 70 % sont des habitants des pays de l'OCDE, qui ne comptent pourtant que 14 % de la population mondiale. Néanmoins, même dans les pays en développement, l'augmentation de l'utilisation de l'Internet a été spectaculaire — par exemple, en Chine, entre 1998 et 2002 le nombre d'internautes est passé de 3,9 millions à 33 millions (PNUD, 2001 ; CNNIC, 2002).

Avec le téléphone cellulaire, il n'est plus nécessaire d'installer des lignes de téléphone fixes, et le nombre des abonnés a augmenté, passant d'un peu plus de 10 millions dans le monde au début des années 90 à plus de 725 millions au début de 2001, soit un téléphone cellulaire pour huit habitants (UIT, 2001).

En outre, de nouvelles techniques aident les hommes à mieux comprendre l'environnement. En juillet 1972, le Gouvernement américain a lancé le premier satellite LANDSAT. En 2002, le programme LANDSAT avait

Abonnés au téléphone fixe et cellulaire (en millions)



enregistré 30 années d'observations, qui constituent la série continue la plus longue de données sur les surfaces émergées de la Terre (USGS, 2001). Cela a bouleversé le travail d'étude et d'analyse de l'environnement, le repérage des évolutions et la détection de changements nouveaux, améliorant ainsi l'alerte rapide (voir illustration ci-dessous). On trouvera à la fin de certaines des sections du chapitre 2 des exemples des images ainsi obtenues.

Cependant, pour certains pays en développement, la technologie est davantage une source d'exclusion qu'un instrument de progrès. « La technologie a été créée en réponse aux pressions du marché, et non pas en fonction des besoins des pauvres, qui ont très peu de pouvoir d'achat. Ainsi, la recherche méconnaît les possibilités de développer la technologie pour les pauvres (PNUD, 2001). Par exemple, sur les 1 223 nouveaux médicaments commercialisés dans le monde entre 1975 et 1996, 13 seulement ont été mis au point pour traiter des maladies tropicales (PNUD, 2001). Les nouvelles technologies comportent également des risques imprévus pour la santé publique et pour l'environnement : par

Les chiffres indiqués dans les graphiques de gauche montrent la progression extraordinaire de l'emploi de l'Internet et des téléphones cellulaires — mais même en 2000, un quart seulement des internautes habitaient un pays en développement

Source : UIT, 2000

L'image ci-dessous est la «photographie» en couleurs la plus détaillée actuellement disponible de la Terre en mars 2002. Les innombrables observations de la superficie de la Terre, de l'océan, de la banquise et de la couverture nuageuse renvoyées par les satellites pendant de nombreux mois ont été mises ensemble pour constituer cette mosaïque continue, dont chaque point représente un km².

Source : NASA
Goddard Space
Flight Center Image



« Les problèmes environnementaux ne pourront être résolus que si les peuples du monde entier s'en préoccupent vraiment, sont informés, possèdent les connaissances et la volonté d'agir nécessaires. La volonté des peuples doit être assez forte, assez insistante pour créer les conditions d'une qualité de vie authentique pour toute l'humanité » — Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, 1972

exemple, l'épuisement de la couche d'ozone dû à l'emploi des CFC, les effets secondaires des médicaments, l'utilisation imprévue de nouvelles technologies pour fabriquer des armes, la pollution, les inquiétudes qu'inspirent les organismes génétiquement modifiés, et les catastrophes technologiques telles que celles de Tchernobyl et de Bhopal.

La gouvernance

La question de la gouvernance est l'une de celles qui s'appliquent à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société — de l'administration locale à l'échelon mondial, dans le secteur privé et le secteur public — et elle a des effets sur la loi et les droits de l'homme, sur les systèmes politiques, parlementaires, démocratiques et électoraux, sur la société civile, sur la paix et la sécurité, l'administration publique, l'information, les médias et le monde des entreprises. La prise de conscience des problèmes de gouvernance, l'intérêt qui leur est porté, ont considérablement augmenté dans chacun des aspects de la

vie moderne, et non pas seulement pour ce qui est de l'environnement. La bonne gouvernance est reconnue comme condition préalable d'un ensemble rationnel de politiques et elle paraît de plus en plus importante pour s'assurer de leur application réelle.

Les 30 années qui se sont écoulées entre la Conférence de Stockholm et le Sommet mondial pour le développement durable, en 2002, ont vu une réforme profonde des régimes politiques, qui s'est traduite par la fin de la décolonisation en Afrique, la fin de l'*apartheid* en Afrique du Sud, la disparition du rideau de fer, la réunification de l'Allemagne et l'éclatement de l'Union soviétique. On a observé aussi une augmentation rapide du nombre des alliances économiques et commerciales ainsi que du nombre des membres des Nations Unies, qui atteignait 190 en mars 2002. Mais le changement le plus important peut-être est celui qui a eu lieu au niveau national, la démocratie, la transparence étant devenues des questions d'importance majeure, en particulier depuis les années 90, et qui a causé la chute de certains gouvernements sous l'effet des exigences populaires. Au cours des 10 dernières années, plus de 100 pays en développement ou en transition ont mis un terme à un régime militaire ou à parti unique (PNUD, 2001). L'internationalisation de la problématique de l'environnement depuis 1972 a retenti sur la vie politique nationale dans beaucoup de pays développés, et les partis verts ont fait sentir leur influence, surtout durant les années 80 (Long, 2000). Les 30 dernières années ont également vu un essor remarquable des mouvements nés

Une main tendue à travers le Mur de Berlin symbolise la disparition du rideau de fer en Europe en 1989 — l'un des événements politiques majeurs des 30 dernières années
Source : PNUE, Joachim Kuhnke, Topham Picturepoint



dans la société civile dans toutes les régions du monde, de nombreuses organisations jouant un rôle plus actif. Les organisations non gouvernementales sont de plus en plus influentes et participent parfois aux décisions de l'État ou du secteur privé.

Le pouvoir du peuple d'influencer les politiques suivies est reconnu au moins depuis les années 70 : « Les problèmes environnementaux ne pourront être résolus que si les peuples du monde entier s'en préoccupent vraiment, sont informés, possèdent les connaissances et la volonté d'agir nécessaires. La volonté des peuples doit être assez forte, assez insistante pour créer les conditions d'une qualité de vie authentique pour toute l'humanité » (Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, 1972).

L'intégration grandissante de la finance, de l'économie, de la culture, de la technologie et de la gouvernance dans la mondialisation a des impacts profonds, aussi bien positifs et négatifs, sur tous les aspects de la vie humaine et de l'environnement. Les forces du marché commencent à dominer non seulement la vie économique mais aussi la vie sociale et politique, mais il existe un risque que la puissance et la richesse soient de plus en plus concentrées entre les mains d'une minorité, tandis que la majorité sera de plus en plus marginalisée et dépendante. Au XXI^e siècle, le problème est d'instituer des moyens de gouvernement plus forts, pour faire en sorte que la mondialisation fonctionne à l'avantage de tous ou presque tous, et non pas simplement des profits.

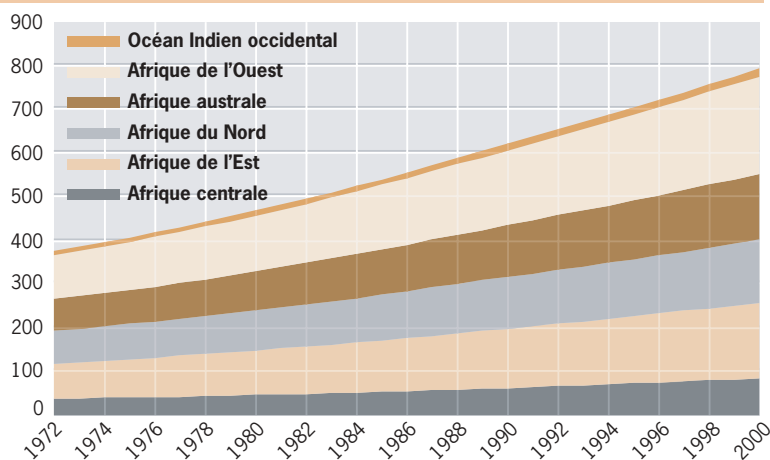
chapitre 2, arrière-plan socioéconomique, situation dans le monde. Références bibliographiques :

- AIE (1999). *Energy Balances of OECD countries 1960-97, Energy Balances of Non-OECD countries 1971-97*. Paris (France), Organisation de coopération et de développement économiques, Agence internationale de l'énergie
- Banque mondiale (2001). *World Development Indicators 2001*. Washington (É.-U.), Banque mondiale
http://www.worldbank.org/data/wdi2001/pdfs/tab3_8.pdf [Geo-2-024]
- CNNIC (2002). *Semiannual Survey report on the Development of China's Internet* (janvier 2002). China Internet Network Information Center
<http://www.cnnic.net.cn/develst/rep200201-e.shtml>
- Charte d'Okinawa (2000). *Okinawa Charter on Global Information Society*. Ministère japonais des affaires étrangères
<http://www.mofa.go.jp/policy/economy/summit/2000/pdfs/charter.pdf> [Geo-2-273]
- CNUCED (2000). *The Least Developed Countries 2000 Report*. Genève (Suisse), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- CNUEH (2001). *State of the World's Cities 2001*. Nairobi (Kenya), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT)
- Commission pour l'étude de l'organisation de la paix (1972). *The United Nations and the Human Environment — The Twenty-Second Report*. New York (É.-U.), Nations Unies
- Costanza, R., d'Arge, R., De Groot, R., Farber, S., Grasso, M., Hannon, B., Naeem, S., Limburg, K., Paruelo, J., O'Neill, R.V., Raskin, R., Sutton, P. et Van den Belt, M. (1997). The value of the world's ecosystem services and natural capital. *Nature* 387, 253-260
- FAO (2000). *The State of Food Insecurity in the World 2000*. Rome (Italie), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FIDA (2001). *Rural Poverty Report 2001 — The Challenge of Ending Rural Poverty*. Rome (Italie), Fonds international pour le développement agricole
<http://www.ifad.org/poverty/index.htm> [Geo-2-270]
- FMI (2001). *Debt Relief for Poor Countries (HIPC) : What has Been Achieved ? A Factsheet*. Fonds monétaire international
- <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/povdebt.htm> [Geo-2-271]
- FNUAP (2001). *Population Issues Briefing Kit 2001*. Fonds des Nations Unies pour la population
<http://www.unfpa.org/modules/briefkit/> [Geo-2-279]
- HCR (2000). *The State of the World's Refugees : Fifty Years of Humanitarian Action*. Oxford (R.-U.), Oxford University Press
<http://www.unhcr.ch/sowr2000/toc2.htm> [Geo-1-031]
- HCR (2001). *Basic Facts*. Haut Commissariat pour les réfugiés
<http://www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/home?page=basics> [Geo-2-280]
- Hillner, J. (2000). *Venture capitals*. *Wired*, 7 août 2000
- Jepma, C. J., Asaduzzaman, M., Mintzer, I., Maya, R.S. et Al-Moneef, M. (1995). A generic assessment of response options. In Bruce, J.P., Lee, H. et Haïtes, E.F. (dirs. de publ.), *Climate Change 1995. Economic and Social Dimensions of Climate Change*. Cambridge (R.-U.), Cambridge University Press
- Long, B.L. (2000). *International Environmental Issues and the OECD 1950-2000 : An Historical Perspective*. Paris (France), Organisation de coopération et de développement économiques
- Murray, C. and Lopez, A. (1996). *A Global Burden of Disease*. Cambridge (É.-U.), Harvard University Press
- Nations Unies (1997). *Allocution de la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale : Sommet planète Terre + 5*, New York (É.-U.), 25 juin 1997
- Nations Unies (2000). *Nous, les Peuples — Le rôle des Nations Unies au XXI^e siècle*. New York (É.-U.), Nations Unies
<http://www.un.org/millennium/sg/report/key.htm> [Geo-1-001]
- Nations Unies (2001). *World Population Prospects 1950-2050 (The 2000 Revision)*. New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU
www.un.org/esa/population/publications/wpp2000/wpp2000h.pdf [Geo-2-204]
- OMS (1997). *Health and Environment in Sustainable Development*. Genève (Suisse), Organisation mondiale de la santé
- ONUSIDA (2001). *AIDS Epidemic Update*. Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA)
http://www.unaids.org/epidemic_update/report_dec01/index.html [Geo-2-276]
- Oxfam (2001). *Debt Relief : Still Failing the Poor*. Oxfam
http://www.oxfam.org/what_does/advocacy/papers/OxfamDebtPaperApril2001.doc [Geo-2-274]
- PNUD (1998). *Rapport mondial sur le développement humain 1998*. Paris (France), Éditions ECONOMICA
- PNUD (1999). *Rapport mondial sur le développement humain 1999*. Paris (France), Éditions ECONOMICA
<http://www.undp.org/hdro/E1.html> [Geo-2-277]
- PNUD (2001). *Rapport mondial sur le développement humain 2001*. Bruxelles (Belgique), De Boeck Université
<http://www.undp.org/hdr2001/completenew.pdf> [Geo-2-278]
- PNUD, Département des affaires économiques et sociales (ONU) et CME (2000). *World Energy Assessment*. Programme des Nations Unies pour le développement
<http://www.undp.org/seed/eap/activities/wea> [Geo-2-320]
- PNUD, PNUE, Banque mondiale et WRI (1998). *World Resources 1998-99*. New York (É.-U.), Oxford University Press
- Reed, D. (1996). *Structural Adjustment, the Environment and Sustainable Development*. Londres (R.-U.), Earthscan
<http://www.panda.org/resources/programmes/mpo/library/download/books/CH2SD.doc> [Geo-2-275]
- UIT (2001). *ITU Telecommunication Indicator Update*. Union internationale des télécommunications
<http://www.itu.int/journal/200105/E/html/update.htm#top> [Geo-2-272]
- UNESCO (2000). *World Education Report 2000 : the right to education — towards education for all throughout life*. Paris (France), UNESCO

L'arrière-plan socioéconomique : Afrique

L'Afrique est riche en ressources naturelles, ce qui devrait offrir d'innombrables possibilités de développement humain, social et économique. La diversité de sa culture et de précieuses connaissances autochtones offrent le capital humain nécessaire pour concrétiser ces possibilités. Néanmoins, c'est en se heurtant à d'énormes difficultés que l'Afrique est entrée dans le XXI^e siècle.

Population (en millions) par sous-région : Afrique



Les taux d'accroissement de la population en Afrique demeurent élevés : 2,4 % par an contre une moyenne de 1,3 %

Source : Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001

Développement humain

Sur les 49 pays africains pour lesquels on dispose de données, 20 sont classés comme ayant un développement humain moyen et 29 un développement humain faible (PNUD, 2001). De façon générale, cela se traduit par :

- Une espérance de vie assez faible — 52,5 ans contre une moyenne mondiale de 66,3 ans (Nations Unies, 2001) ;
- Un faible niveau d'instruction et d'alphabétisation — environ 60 % de la population adulte était alphabétisée en 1999, contre une moyenne mondiale estimée à 75 % (chiffres établis à partir de : PNUD, PNUF, Banque mondiale et WRI, 2000) ; et
- Une pauvreté largement répandue — le PIB par habitant (en dollars de 1995) était de 749 dollars en 1999, contre une moyenne mondiale de 5 403 dollars (Banque mondiale, 2001a).

Les différences sont très marquées entre la sous-région de l'Afrique du Nord, où des progrès rapides ont été effectués au cours des 30 dernières années, et l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. En Afrique du Nord, l'espérance de vie a augmenté de 14 ans entre 1970-75 et 1995-2000. En Afrique subsaharienne, au contraire, les progrès ont été lents, et, entre 1975 et 1999, dans 12

pays, il faut parler de recul plutôt que de développement humain (PNUD, 2001).

Près de 350 millions d'Africains, soit 44 % du total, vivaient avec moins de 1 dollar par jour (ce chiffre atteignant 70 % au Nigéria) et jusqu'à 150 millions d'enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté (BAfD, 2000 ; PNUD, 2001). La répartition des revenus est en outre fortement inégale, puisque les 10 % les plus pauvres des Africains se partagent moins de 5 % du revenu total, tandis que les 10 % les plus riches s'en partagent 25 à 45 % selon le pays (BAfD, 2001).

Il existe également de fortes disparités entre la condition de l'homme et de la femme en Afrique ; dans de nombreuses sociétés africaines, les femmes ne peuvent posséder de terres ou de biens immeubles. Elles sont généralement moins payées que les hommes et sont sous-représentées dans les emplois supérieurs.

L'accès aux soins de santé varie mais est généralement en retard par rapport à la moyenne internationale. Une faible croissance économique et les effets de l'accroissement de la population sur les équipements existants ont contribué à un faible investissement dans le secteur de la santé publique. En 1998, les dépenses publiques consacrées à la santé par habitant (à parité égale de pouvoir d'achat) s'inscrivaient entre un maximum de 623 dollars en Afrique du Sud et un minimum de 15 dollars à Madagascar (PNUD, 2001).

L'évolution démographique

L'Afrique, au cours des 30 dernières années, a généralement eu le taux d'accroissement démographique le plus élevé au monde ; son niveau actuel est de 2,4 % par an, beaucoup plus que la moyenne mondiale qui est de 1,3 %. La population a plus que doublé entre 1972, où elle était de 375 millions, et 2000 où elle atteignait 794 millions, soit environ 13 % de la population mondiale. Les taux de fécondité en Afrique sont également parmi les plus élevés au monde, bien qu'ils baissent — de 6,8 enfants par femme en 1965-70 à 5,4 enfants par femme en 1995-2000 (Nations Unies, 2001).

La pandémie du sida, qui en 2001 a tué 2,3 millions d'Africains, commence à avoir un impact sur tous les aspects du développement humain, social et économique. Le continent est en effet celui où le taux de nouvelles infections est le plus élevé et où la proportion de la population vivant avec le VIH ou le sida est la plus élevée (8,4 % des adultes) au monde. En 2001, on comptait 28,1 millions de personnes vivant avec le VIH ou le sida en Afrique subsaharienne soit 70 % du total mondial. Au cours des 20 dernières années, la maladie a eu un grave impact sur l'espérance de vie des Africains, et dans des pays comme le Botswana et le Malawi, l'espérance de vie moyenne a été ramenée en dessous de 40 ans (ONUSIDA,

2001). Les pays d'Afrique du Nord sont moins gravement touchés. Malgré une action louable menée par beaucoup de pays, l'impact du sida sur le développement social, la croissance économique et les systèmes de soins de santé devrait représenter des milliards de dollars. Par exemple, en Afrique du Sud, cet impact devrait être égal à 0,4 % du PIB au cours de la prochaine décennie (ONUSIDA, 2000). L'impact sur les familles, sur les collectivités locales et sur les sociétés est incalculable.

Développement économique

L'économie des pays africains est largement dépendante des produits primaires ou de l'extraction des ressources naturelles, qui sont généralement exportés sans traitement. De ce fait, la croissance économique a été inférieure à la croissance potentielle, car les recettes provenant de la valeur ajoutée par le processus de transformation se forment en dehors du continent africain, de sorte que les pays africains sont extrêmement vulnérables aux fluctuations des cours pratiqués ailleurs et aux règlements commerciaux imposés de l'extérieur. La première crise pétrolière, en 1973-74, a déclenché une série de régressions, de récessions économiques qui ont duré pendant plus d'un quart de siècle. La chute des cours du café, du cacao et d'autres cultures commerciales durant les années 80 a eu des effets catastrophiques sur l'économie des pays de la région. Entre 1970 et 1995, ainsi, l'Afrique a perdu la moitié de ses marchés, soit une perte de revenu de l'ordre de 70 milliards de dollars par an (Madavo, 2000).

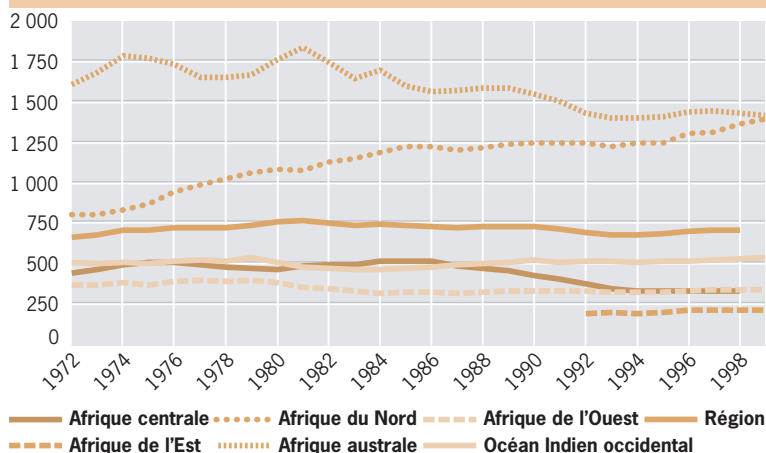
La dépendance de l'Afrique à l'égard de l'agriculture pluviale signifie que la production est vulnérable aux fluctuations climatiques, qui peuvent gravement affecter la sécurité alimentaire et humaine, ainsi que les exportations. La place donnée à l'extraction des produits minéraux, aux cultures commerciales et à l'abattage de bois d'œuvre a également été néfaste pour l'environnement.

En raison des contraintes supplémentaires résultant de l'accroissement de la population, les résultats économiques de l'Afrique ont été médiocres au cours des 25 dernières années. La croissance annuelle du PIB par habitant des pays subsahariens a été de -1 % entre 1975 et 1999, et les revenus ont également baissé (PNUD, 2001). Néanmoins, 34 pays africains ont entre 1994 et 1997 enregistré une augmentation du revenu par habitant, et 18 ont eu une croissance économique dépassant 5 % par an, seuil nécessaire pour réduire la pauvreté (Madavo et Sarbib, 1998). Selon certains, cela serait le signe d'une reprise économique soutenue, qui reflète en partie les résultats positifs de l'application de réformes macro-économiques et structurelles orientées vers la croissance (Madavo, 2000 ; Madavo et Sarbib, 1998). Depuis le milieu des années 90, la réglementation des prix a largement été libéralisée, les

offices de commercialisation des produits primaires ont été supprimés, les taxes sur le commerce ont été rationalisées, les marchés financiers libéralisés et la privatisation s'est accélérée (BAfD, 2000).

Mais la dette extérieure demeure pour beaucoup de pays un obstacle majeur à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté en Afrique. Pour l'ensemble de la

PIB par habitant (en dollars de 1995) par sous-région : Afrique



région, la dette extérieure a été multipliée par près de 22, passant de 16 960 millions de dollars É.-U. en 1971 à 370 727 millions de dollars en 1999 (Banque mondiale, 2001a). En 1970, le fardeau de la dette des pays subsahariens ne dépassait pas 6 000 millions de dollars, soit 11 % du PNB ; il atteignait 330 000 millions de dollars, soit 61 % du PNB en 1999 (BAfD, 2000). Depuis on a observé une légère baisse de l'endettement (Banque mondiale, 2001b). En Afrique du Nord, l'augmentation de la dette extérieure a suivi une évolution semblable. Récemment, on a mis l'accent sur la radiation de la dette et sur l'augmentation de l'investissement étranger direct. Bien que 20 pays africains aient bénéficié de programmes de réduction de la dette approuvés au titre de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (FMI, 2001), l'endettement demeure une préoccupation majeure.

Alors que le PIB par habitant a régulièrement augmenté depuis 1972 en Afrique du Nord, il a stagné ou baissé en Afrique subsaharienne

Note : Les données relatives à l'Afrique de l'Est sont peu fiables avant 1992

Source : D'après des données de la Banque mondiale, 2001a

Science et technologie

La diffusion et l'adoption des connaissances scientifiques et technologiques sont généralement médiocres en Afrique. La région compte en effet plusieurs pays marginalisés (comme le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Sénégal, le Soudan et la Tanzanie) où une partie importante de la population n'a pas profité de l'utilisation de technologies anciennes telles que le téléphone fixe. Néanmoins, l'Afrique compte un certain nombre « d'adopteurs dynamiques » des nouvelles technologies, comme l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie et le

Zimbabwe, bien que la diffusion des technologies anciennes soit encore lente et incomplète même dans ces pays. L'Afrique compte pourtant deux centres reconnus d'innovation technologique d'importance mondiale : à El Ghazala (Tunisie) et Gauteng (Afrique du Sud). Cependant, l'indice de réalisations technologiques (IRT) n'est pas même calculé pour la plupart des pays africains ; même l'Afrique du Sud, celui des pays africains pour qui cet indice est le plus élevé, s'inscrit à 0,340, moins de la moitié de la valeur la plus élevée de l'indice, qui est de 0,744 pour la Finlande (PNUD, 2001).

L'absence d'accès à des technologies appropriées d'un prix raisonnable limite gravement les options de développement durable. Dans le secteur agricole par exemple, beaucoup de pays africains dépendent de l'irrigation, mais les systèmes d'irrigation au goutte à goutte, plus efficaces, sont trop coûteux pour la plupart des agriculteurs, d'où un gaspillage d'eau. L'accès aux biotechnologies, appliquées à la productivité agricole, aux produits pharmaceutiques et à la prévention des maladies reste encore très limité en Afrique. Les sociétés étrangères peuvent être en mesure d'exploiter commercialement certaines espèces, alors que les sociétés locales n'ont pas les techniques, le capital ou le savoir-faire nécessaires pour cela.

Tous les pays de la région sont reliés à l'Internet, et on compte en Afrique environ 4 millions d'utilisateurs (dont 2,5 millions en Afrique du Sud), soit un utilisateur pour 200 personnes, alors que la moyenne mondiale est d'environ un internaute pour 30 personnes (Jensen, 2001). Le téléphone cellulaire a permis à l'Afrique de sauter l'étape de la création d'équipements fixes pour les télécommunications. En 1990, les pays africains n'avaient aucun accès au téléphone cellulaire ; mais en 1999, cette

technique avait spectaculairement progressé dans la plupart des pays : entre ces deux dates, le nombre de téléphones cellulaires par habitant passait de 0,1 pour 1 000 à 132 pour 1 000 en Afrique du Sud (PNUD, 2001).

Gouvernance

En dépit de changements institutionnels et politiques importants au cours des 30 dernières années, la « bonne » gouvernance, en Afrique, reste encore partielle et fragile. Les changements les plus notables sont la fin du colonialisme, et l'abandon des régimes militaires et à parti unique dans la plupart des pays, ainsi que l'essor de l'action des organisations non gouvernementales, communautaires et de la société civile. Néanmoins, la corruption demeure endémique dans beaucoup de pays. Par exemple, 14 pays africains obtenaient une note inférieure à 5, sur un maximum de 10, sur une échelle de perception de la corruption, et quatre obtenaient même des notes inférieures à 2 (TI, 2001).

Au cours des 30 dernières années, la multiplication des guerres civiles a été un autre obstacle à l'avènement de la stabilité, à la croissance économique et au développement social dans la région. Ces conflits, qui résultent ordinairement de litiges ethniques ou religieux ou d'une compétition pour l'obtention des ressources naturelles, ont jeté sur les routes un très grand nombre d'Africains, et ont entraîné un détournement des ressources financières qui auraient pu s'investir dans des secteurs essentiels tels que la santé publique et l'éducation. Un cinquième environ des Africains vivent toujours dans une situation de guerre civile (Madavo, 2000).

chapitre 2, arrière-plan socioéconomique, Afrique. Références bibliographiques :

BAfD (2000). *ADB Statistics Pocketbook 2001*. Banque africaine de développement
http://www.afdb.org/knowledge/publications/pdf/statistics_pocket_book.pdf [Geo-2-281]
 BAfD (2001). *Human Development Indicators*. Banque africaine de développement
http://www.afdb.org/knowledge/statistics/statistics_indicators_selected/human/pdf/human_tab3.pdf [Geo-2-282]
 Banque mondiale (2001a). *World Development Indicators 2001*. Washington (É.-U.), Banque mondiale
http://www.worldbank.org/data/wdi2001/pdfs/tab3_8.pdf [Geo-2-024]
 Banque mondiale (2001b). *Global Development Finance 2001*. Washington (É.-U.), Banque mondiale
 FMI (2001). *Debt Relief for Poor Countries (HIPC) : What has Been Achieved ? A Factsheet*. Fonds monétaire international
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/povdebt.htm> [Geo-2-283]

Jensen, M. (2001). *Information & Communication Technologies (ICTs) : Telecommunications, Internet and Computer Infrastructure in Africa*. African Internet Connectivity
<http://www3.wn.apc.org/africa/> [Geo-2-284]
 Madavo, C. (2000). *Celebrating the Wealth of Africa*. Allocation lors du banquet officiel du Sommet national américain sur l'Afrique, 18 février 2000. Banque mondiale
<http://www.worldbank.org/afr/speeches/cm000218.htm> [Geo-2-285]
 Madavo, C. et Sarbib, J.-L. (1998). *Is There an Economic Recovery in Sub-Saharan Africa ?* Banque mondiale
<http://www.worldbank.org/afr/speeches/fipri.htm> [Geo-2-286]
 Nations Unies (2001). *World Population Prospects 1950-2050 (The 2000 Revision)*. New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU
www.un.org/esa/population/publications/wpp2000/wpp2000h.pdf [Geo-2-204]
 ONUSIDA (2000). *AIDS Epidemic Update ; December*

2000. Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA)
http://www.unaids.org/wac/2000/wad00/files/WAD_epidemic_report.PDF [Geo-2-287]
 ONUSIDA (2001). *AIDS Epidemic Update ; décembre 2001*. Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA)
http://www.unaids.org/worldaidsday/2001/Epiupdate2001/Epiupdate2001_en.pdf [Geo-2-288]
 PNUD (2001). *Rapport mondial sur le développement humain 2001*. Bruxelles (Belgique), De Boeck Université
<http://www.undp.org/hdr2001/completenew.pdf> [Geo-2-289]
 PNUD, PNUE, Banque mondiale et WRI (2000). *World Resources 2000-2001*. Washington (É.-U.), Institut des ressources mondiales
 TI (2001). *Press Release : New Index Highlights Worldwide Corruption Crisis*. Transparency International
<http://www.transparency.org/cpi/2001/cpi2001.html> [Geo-2-321]

L'arrière-plan socioéconomique : Asie et Pacifique

La région de l'Asie et du Pacifique occupe environ 23 % des terres émergées et abrite plus de 58 % de la population mondiale. C'est dans cette région que se trouvent plusieurs des pays émergents les plus importants, tels que la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est. Au cours des 30 dernières années, la région s'est progressivement écartée d'un mode de vie de subsistance pour se rapprocher du modèle de la société de consommation, avec une urbanisation et une occidentalisation rapides et une forte augmentation de la population. Cette évolution n'a pas été sans avoir d'importantes conséquences sociales et économiques, mais aussi environnementales.

Développement humain

Sur les 53 pays de la région, 7 sont classés comme ayant atteint un niveau élevé de développement humain, 21 ayant atteint un niveau moyen et 5 se trouvant encore à un niveau faible (les autres pays, principalement les petits États insulaires du Pacifique Sud ne sont pas classés). La sous-région de l'Asie de l'Est et du Pacifique du Nord-Ouest a fait des progrès soutenus et rapides au regard des principaux aspects du développement humain, tandis que l'Asie du Sud est moins avancée, avec une pauvreté humaine et monétaire encore élevée. Le PIB par habitant (en dollars de 1995) se situe entre 506 dollars en Asie du Sud et 4 794 dollars dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique du Nord-Ouest. L'espérance de vie à la naissance s'est améliorée dans toute la région, passant, en Asie du Sud, de 50 ans en 1970-75 à plus de 60 ans en 1995-2000, et dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique du Nord-Ouest de 61 à près de 70 ans. Le taux d'alphabétisation des adultes montre également de semblables améliorations, passant de 33 à 55 % en Asie du Sud entre 1972 et 1999 et, pendant la même période, de 55 à 84 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique du Nord-Ouest (Banque mondiale, 2001).

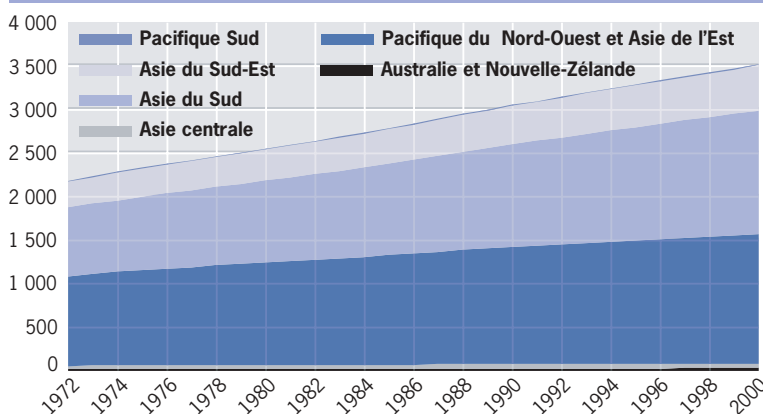
On estime que trois quarts des pauvres de la planète vivent en Asie, et la pauvreté est particulièrement importante en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, au Népal, au Pakistan et en RDP lao. En Asie du Sud, 40 % de la population vit avec moins de 1 dollar par jour (PNUD, 2001). Mais la pauvreté n'est pas simplement le résultat de l'économie. Des indicateurs classiques donnent à penser que beaucoup d'habitants des îles du Pacifique se trouvent au niveau de pauvreté (CESAP, 1999); cependant, beaucoup de collectivités locales paraissent jouir de moyens de subsistance suffisants grâce à des systèmes de gestion des ressources traditionnels, non monétaires (PNUE, 1999).

La pauvreté, dans beaucoup de pays de la région, est le résultat de graves inégalités et d'un échec institutionnel, qui permet la captation par des élites toujours plus restreintes des avantages de la croissance économique. En outre, l'urbanisation, le passage à une économie monétaire et le fort accroissement de la population sans croissance parallèle de l'emploi compliquent encore le problème. Il en va de même de la surexploitation des ressources naturelles, qui compromet les modes de vie agricoles viables ou de subsistance (CESAP, 1999).

L'évolution démographique

La population de la région est passée de 2 173 millions en 1972 à 3 514 millions en 2000 (Nations Unies, 2001). Les taux d'accroissement de la population ont baissé, de 2,3 % en 1972 à 1,3 % en 2000 (chiffre qui se confond avec la moyenne mondiale), bien qu'il y ait d'importantes disparités sous-régionales. Cela peut être attribué à la baisse de la fécondité, qui est passée de 5,1 enfants par femme à 2,1 pendant les 30 dernières années (Nations Unies, 2001).

Population (en millions) par sous-région : Asie et Pacifique



Néanmoins, la région compte certains des pays les plus peuplés, la Chine et l'Inde représentant ensemble 38 % de la population mondiale. Elle contient également cinq des six pays qui, ensemble, représentent la moitié de l'augmentation annuelle mondiale de la population : Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie et Pakistan (Nations Unies, 2001).

Cet accroissement naturel élevé se traduit dans les structures démographiques. La plupart des pays ont une population jeune, 30 % des Asiatiques ayant moins de 15 ans (Nations Unies, 2001). Cela peut être considéré comme une caractéristique positive, en raison du grand nombre de jeunes travailleurs disponibles, mais dans certaines sous-régions, en particulier les îles du Pacifique, cela a aussi d'importantes répercussions

L'énorme population de l'Asie est dominée par trois sous-régions. Dans l'ensemble, l'accroissement s'est ralenti, et ne dépasse pas la moyenne mondiale, soit 1,3 % par an.

Source : D'après la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001



L'agriculture traditionnelle, en Asie et dans le Pacifique, perd du terrain par rapport au secteur des services : entre 1972 et 1999, sa part dans le PIB est tombée de 23 à 16 %, alors que le secteur des services voyait la sienne passer de 43 à 50 %

Source : PNUE, Topham Picturepoint

socioéconomiques, notamment un chômage élevé. En outre, le grand nombre de jeunes atteignant l'âge de la procréation complique encore le problème démographique.

En dépit de l'augmentation de l'espérance de vie, on estime que 7,1 millions d'habitants de l'Asie et du Pacifique vivent avec le VIH ou le sida (près de 18 % du total mondial). On a dénombré 435 000 décès et plus de 1 million de nouvelles contaminations en 2001 (ONUSIDA, 2001).

Développement économique

Au cours des 30 dernières années, les pays de la région ont poursuivi leur développement économique et recherché une augmentation des niveaux de vie. Cependant, la croissance annuelle du PIB est passée d'un maximum de 9,76 % en 1970 à 2,54 % seulement en 1999,

avec même, en 1998, une croissance négative (-1,04 %) en raison de la crise économique en Asie (Banque mondiale, 2001). Mais dans l'ensemble entre 1972 et 1999, les revenus réels par habitant (en dollars de 1995) ont pratiquement doublé en Asie de l'Est et dans le Pacifique du Nord-Ouest, augmentant en moyenne de 2,4 % par an (voir graphique de la page 45). En Asie du Sud, le taux de croissance a également dépassé 2 % (d'après la Banque mondiale, 2001). Dans les îles du Pacifique, la croissance a été au contraire très faible et cela est compatible avec les études récentes qui font apparaître une diminution générale des niveaux de vie dans les pays insulaires du Pacifique (CESAP, 1999).

L'endettement extérieur constitue en Asie et dans le Pacifique un fardeau important ; il a pratiquement quintuplé, passant de 189 968 millions de dollars en 1981 à 1 073 977 millions de dollars en 1999, ce qui représentait alors 41,7 % de la dette extérieure mondiale (Banque mondiale, 2001).

La structure des économies de la région a également changé de façon remarquable avec une diminution de la part de l'agriculture et une augmentation de celle du secteur des services. Même en Asie du Sud, la contribution de l'agriculture au PIB a diminué, de 39 % en 1980 à 30 % en 1995, alors que celle du secteur des services passait de 35 à 41 % (Banque mondiale, 1997). Ces changements structurels se sont répercutés sur l'emploi. En 1960, 75 % des Asiatiques étaient employés dans l'agriculture. En 1990, ce chiffre s'était rapproché de 60 %, alors que la part de l'industrie augmentait de 15 à 21 % des emplois (BASD, 1997).

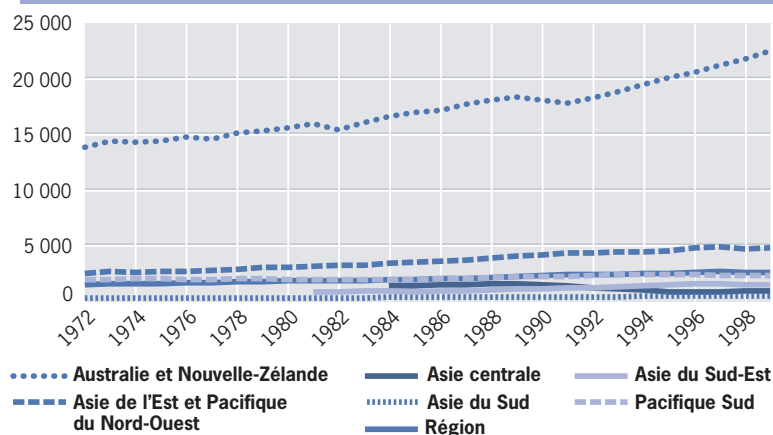
Dans le Pacifique, les modes de vie ont changé, et les sociétés sont passées de la subsistance à une économie monétaire s'appuyant sur une assistance budgétaire. Les niveaux de vie des citoyens sont relativement élevés si on les compare à ceux d'autres pays en développement. Cependant, on observe des tendances préoccupantes, notamment une montée du chômage, surtout chez les jeunes, un taux élevé d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire, la faiblesse des revenus des ménages et la montée de la toxicomanie et de la criminalité (Commission du Pacifique Sud, 1998). Les petites îles du Pacifique les plus éloignées de tout n'ont aucune industrie, tandis que d'autres pays de la sous-région ont une petite industrie qui fabrique des denrées alimentaires et des boissons, à quoi il faut ajouter la confection de vêtements, le montage ou la réparation de petites machines.

Science et technologie

La région compte au moins 10 grands centres mondiaux d'innovation technologique, en Australie, en Chine, en Inde, au Japon, en Malaisie, en République de Corée, à Singapour et à Taiwan (Hillner, 2000). C'est en Asie que se font environ 30 % des dépenses mondiales consacrées à la recherche et au développement, dont la moitié au seul Japon (UNESCO, 2000).

Conformément aux évolutions constatées dans d'autres régions du monde, la diffusion des technologies nouvelles telles que l'Internet et le téléphone cellulaire a pris des proportions sans précédent et a un impact important sur la vie quotidienne ainsi que sur l'économie de plusieurs pays. Par exemple, des centres ruraux d'information ont été créés à Pondichéry (Inde), permettant l'accès à l'Internet, utilisant à la fois l'électricité et l'énergie solaire, ainsi que la radio et les téléphones fixes. De ce fait, agriculteurs et pêcheurs ont accès aux informations les plus diverses, depuis les renseignements commerciaux jusqu'aux images satellite. Néanmoins, 0,4 % seulement des Indiens ont utilisé l'Internet en 2001 (PNUD, 2001). En Chine, le nombre des internautes a pratiquement décuplé, passant de 3,9 millions en 1998 à plus de 33 millions en janvier 2002 (PNUD, 2001 ; CCNIC, 2002) ; cela ne représente seulement que 2,75 % de la population totale de la Chine, bien que plus de la moitié de la population de Hong Kong ait accès à l'Internet (PNUD, 2001). Le secteur de l'information et des communications, en Inde, aurait engendré une production estimée à 7 700 millions de dollars en 1999, soit 15 fois plus qu'en 1990, dont près de 4 000 milliards de dollars sont exportés (PNUD, 2001). Les possibilités d'emploi et de développement économique associées à cette industrie offrent un

PIB par habitant (en dollars de 1995) par sous-région : Asie et Pacifique



important potentiel dans la lutte contre la pauvreté dans la région.

Gouvernance

L'avenir paraissait brillant en Asie au début et au milieu des années 90, mais les événements survenus en Asie du Sud-Est et en République de Corée ont un peu terni cette image. On constate une perte de confiance qui a amené les dirigeants des pays de la région à être plus attentifs à la nécessité d'adapter les modes de gouvernement et la gestion budgétaire pour se prémunir contre les récessions futures. Pour que les pays connaissent à nouveau la prospérité, les gouvernements et les institutions publiques doivent encourager l'essor de nouveaux marchés et poursuivre une politique sociale qui profite simultanément à l'économie, à l'environnement et à la population.

Bien que les revenus, en Australie et en Nouvelle-Zélande, soient bien supérieurs à ce qu'ils sont ailleurs dans la région, on observe une augmentation régulière des revenus dans les autres sous-régions sauf en Asie centrale et dans les îles du Pacifique Sud

Note : Les données ne sont pas disponibles avant 1984 s'agissant de l'Asie centrale et avant 1981 s'agissant de l'Asie du Sud

Source : D'après la Banque mondiale, 2001

chapitre 2, arrière-plan socioéconomique, Asie et Pacifique. Références bibliographiques :

Banque mondiale (2001). *World Development Indicators 2001*. Washington (É.-U.), Banque mondiale
http://www.worldbank.org/data/wdi2001/pdfs/tab3_8.pdf [Geo-2-024]
 BASD (1992). *Environment and Development : a Pacific Island Perspective*. Manille (Philippines), Banque asiatique de développement
 BASD (1997). *Emerging Asia — Changes and Challenges*. Manille (Philippines), Banque asiatique de développement
 CCNIC (2002). *Semiannual Survey report on the Development of China's Internet* (janvier 2002). China Internet Network Information Center
<http://www.cnnic.net.cn/develst/rep200201-e.shtml> [Geo-2-290]

CESAP (1999). *Survey of Pacific Island Economies*. Port Vila (Vanuatu), CESAP, Pacific Operations Centre
 Commission du Pacifique Sud (1998). *Pacific Island Populations*. Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Secrétariat de la Commission du Pacifique Sud
 Hillner, J. (2000). *Venture Capitals*. *Wired*, 7 août 2000
 Nations Unies (2001). *World Population Prospects 1950-2050 (The 2000 Revision)*. New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU
www.un.org/esa/population/publications/wpp2000/wpp2000h.pdf [Geo-2-204]
 ONUSIDA (2001). *AIDS Epidemic Update ; December 2001*. Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA)
<http://www.unaids.org/worldaidsday/2001/Epiupdate>

[e2001/Epiupdate2001_en.pdf](http://www.unaids.org/worldaidsday/2001/Epiupdate2001_en.pdf) [Geo-2-291]
 PNUD (2001). *Rapport mondial sur le développement humain 2001*. Bruxelles (Belgique), De Boeck Université
<http://www.undp.org/hdr2001/completenew.pdf> [Geo-2-289]
 PNUE (1999). *Pacific Islands Environment Outlook*. Nairobi (Kenya), Programme des Nations Unies pour l'environnement
 UNESCO (2000). *Facts and Figures 2000 — Science & Technology*. Institut de statistique de l'UNESCO
<http://www.uis.unesco.org/en/pub/pub0.htm> [Geo-2-292]

L'arrière-plan socioéconomique : Europe

Les développements les plus importants, en Europe, au cours des 30 dernières années concernent les processus politiques, économiques, sociaux et institutionnels découlant du renforcement et de l'expansion de l'Union européenne et de la transition des économies planifiées à des sociétés ouvertes, à économie de marché (voir encadré plus bas). Ces changements ont eu des effets profonds sur tous les pays concernés, sur les sous-régions et sur l'ensemble de la région. Si les trois sous-régions européennes (Europe occidentale, centrale et orientale) présentent des similitudes, on constate aussi d'importantes différences dues à des événements récents ou historiques, qui expliquent l'hétérogénéité politique, économique et sociale de la région.

Après l'effondrement du communisme à la fin des années 80, une nouvelle période de coopération à l'échelle de toute l'Europe sur les questions d'environnement a commencé dans le cadre du processus dit « Un environnement pour l'Europe ». Ce processus avait une visée politique plus large, le soutien et le renforcement de la démocratie, qui a progressivement remplacé le socialisme d'État dans les ex-pays communistes (voir l'encadré à droite). Lors des préparatifs de la Convention d'Århus, durant les années 90, il est devenu manifeste que les droits et la participation de la population demeuraient un objectif difficile à atteindre, aussi bien dans la plupart des démocraties occidentales établies de longue date que dans les pays de l'Europe centrale et orientale (REC, 1998).

Développement humain

Dans l'ensemble, l'Europe est une région où le développement humain a atteint un niveau moyen ou élevé (PNUD, 2001). Cependant, si ce niveau général continue à s'améliorer progressivement dans toute

L'accès à l'information relative à l'environnement

L'information, la participation et l'accès à la justice sont des éléments essentiels d'une vraie démocratie. Ces thèmes sont ainsi devenus des éléments importants, dans le processus dit « Un environnement pour l'Europe » après l'adoption des principes de Sofia en 1995 et de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, adoptée à Århus (Danemark) lors de la Conférence ministérielle sur l'environnement pour l'Europe, en 1998.

La Convention d'Århus repose sur l'idée que la participation du public au processus décisionnel, notamment celui des autorités publiques, ne peut qu'améliorer la qualité et l'application des décisions. Elle garantit le droit à l'information, la participation et la justice dans le contexte de la protection des droits des générations actuelles et futures de vivre dans un environnement propice à la bonne santé et au bien-être.

l'Europe et dans certaines parties de l'Europe centrale, beaucoup de pays d'Europe orientale ont connu de graves reculs à cet égard, notamment une progression de la pauvreté monétaire depuis le début de la transition.

Traditionnellement, la région est fortement alphabétisée, puisque les taux atteignent 95 % ou plus dans l'ensemble de l'Europe, même s'ils tendent à être un peu inférieurs dans la partie méridionale de l'Europe de l'Ouest (UNESCO, 1998).

Dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale (Fédération de Russie, Moldova, Roumanie et Ukraine), la moitié ou plus de la population avait un revenu inférieur au seuil officiel de pauvreté durant la période 1989-95 (PNUD, 1999a). Cette paupérisation se reflète dans la grave diminution des salaires réels et du PIB par habitant, dans des taux d'inflation élevés et dans l'aggravation des inégalités de revenu, notamment entre les hommes et les femmes, celles-ci étant les premières à perdre leur emploi. Les prix relatifs ont également changé, et les prix des biens et services consommés par les pauvres augmentent souvent beaucoup plus vite que les autres prix (Nations Unies, 2000a). Alors que la pauvreté monétaire est manifestement étendue et grave en Europe orientale, elle n'est pas inconnue non plus en Europe de l'Ouest, puisqu'on estime que 17 % de la population de l'Union européenne (à l'exclusion de la Finlande et de la Suède) connaissent encore la pauvreté. La vulnérabilité à une baisse du revenu entraînant la pauvreté est plus répandue : 32 % des Européens ont connu au moins un épisode annuel de faible revenu sur une période de trois ans, alors que 7 % sont, durant cette période, dans une pauvreté persistante (CE, 2001).

Les coûts humains de la transition ne se limitent pas à la faiblesse des revenus. En Europe, en général, l'espérance de vie a augmenté, passant de 70,3 ans en 1975-80 à 73,1 ans en 1995-2000 (pour les deux sexes,

Élargissement de l'Union européenne

Pour les dix pays d'Europe centrale et orientale qui ont demandé à entrer dans l'Union européenne, cette adhésion signifierait la possibilité de stabiliser les effets des changements résultant de la transition, mais aussi d'accélérer le développement économique. Pour la totalité des 13 pays qui demandent leur entrée dans l'Union européenne, celle-ci pose des difficultés politiques et économiques énormes, notamment la nécessité d'harmoniser la législation et les institutions en fonction des exigences européennes. Les pays de l'Union et les pays qui demandent à y adhérer traversent une période de transition, vers un développement plus durable, mais à partir de points de départ différents.

Note : Au début de 2002, ces pays étaient la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Turquie

d'après les chiffres de la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001). Cependant, dans certains pays d'Europe orientale l'espérance de vie a diminué sur la même période, en particulier pour les hommes : elle a baissé en Fédération de Russie de 62 ans à 58 ans et en Ukraine de 65 ans à 64 ans (PNUD, 1999b). En outre, dans beaucoup de pays d'Europe centrale et orientale (Biélorus, Estonie, Fédération de Russie, Lettonie et Ukraine), le rapport du nombre d'hommes au nombre de femmes est bien inférieur au rapport normal. Les causes de ce problème des « hommes manquants » sont multiples et complexes, mais découlent surtout de l'insécurité : conflit militaire, mauvaise santé, chômage, perte des retraites, corruption, tous ces facteurs entraînant une désintégration sociale et une mauvaise qualité de vie (PNUD, 1999b).

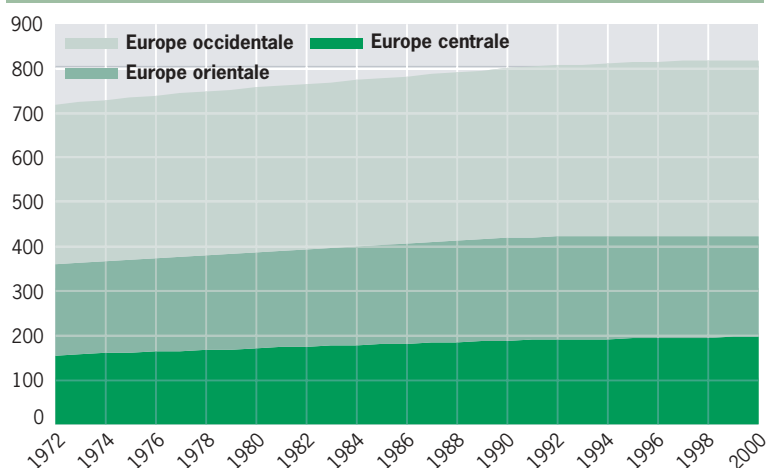
Le démantèlement du système de protection sociale de l'époque communiste a également entraîné une désintégration sociale et une inégalité face aux services sociaux dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cette dégradation a été associée à une prolifération des fraudes, des entreprises illégales, des crimes organisés (PNUD, 1999b). Selon un contraste frappant par rapport à la situation d'avant la transition, les citoyens se trouvent désormais privés de la sécurité et de la sûreté personnelle. Souvent ils sont à la merci de la criminalité organisée apparue grâce à la collusion de fonctionnaires corrompus. L'augmentation de la criminalité atteste une faiblesse de l'autorité étatique et des autorités de police.

L'évolution démographique

La population de l'Europe a augmenté de 100 millions d'habitants depuis 1972 pour atteindre 818 millions en 2000, soit 13,5 % de la population mondiale (voir graphique). Le changement démographique le plus important ayant lieu actuellement dans l'ensemble de la région est le vieillissement de la population, qui résulte de la faiblesse de la fécondité et de l'élévation de l'espérance de vie. Les taux de fécondité ont diminué, de 2,3 à 1,4 enfants par femme au cours des 30 dernières années, et ne dépassent pas 1,1 en Arménie, en Bulgarie et en Lettonie — bien en dessous du taux de remplacement, soit 2,1 enfants par femme, nécessaire pour maintenir stable le niveau de la population (Nations Unies, 2001).

Une autre tendance qui devrait se poursuivre, et qui pose d'énormes problèmes dans l'ensemble de la région, est celle de l'existence de mouvements migratoires dans l'ensemble de l'Europe. Ceux-ci sont dus à des conflits (demandeurs d'asile, personnes déplacées, réfugiés, y compris migration de transit venant des pays en développement) ainsi qu'à la recherche de modes de vie plus rémunérateurs (CEE et autres, 1999 ; PNUD, 1999b).

Population (en millions) par sous-région : Europe



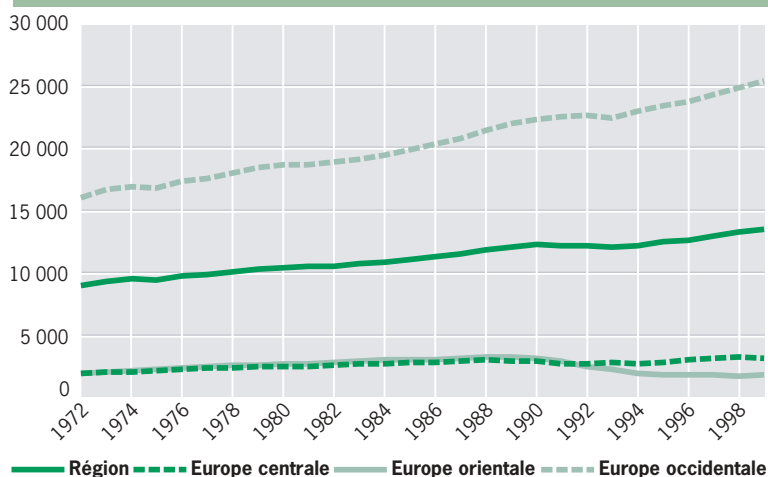
La population de l'Europe a augmenté de 100 millions d'habitants depuis 1972, mais les taux de fécondité sont désormais inférieurs aux niveaux de remplacement dans beaucoup de pays

Source : D'après la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001

Développement économique

L'économie des pays de l'Europe occidentale a connu une nette reprise après la récession du début des années 90 et ces pays connaissent une croissance de l'ordre de 2,5 % par an à la fin de 2000 (Nations Unies, 2000a). Cela s'explique largement par la réalisation du marché unique. Depuis la création du système monétaire européen en 1979, l'achèvement du marché unique européen est devenu un fait en 1993 et l'Union monétaire européenne une réalité pour 300 millions d'habitants des 12 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro le 1^{er} janvier

PIB par habitant (en dollars de 1995) par sous-région : Europe



Bien que le PIB par habitant ait régulièrement augmenté en Europe de l'Ouest et donc dans l'ensemble de la région, on observe des disparités marquées en Europe centrale et orientale.

Note : Les données relatives à l'Europe centrale et orientale ne sont pas fiables avant 1989 ;

Source : D'après la Banque mondiale, 2001

La consommation d'énergie en Europe

Si la consommation de combustibles fossiles par habitant en Europe a à peine changé au cours des 30 dernières années, cela s'explique en partie par la diminution de la consommation d'énergie dans les pays d'Europe centrale et orientale du fait de la restructuration de l'économie. En Europe occidentale au contraire, l'utilisation d'énergie s'est dissociée de la croissance économique (AEE, 2001). La consommation d'énergie par habitant varie considérablement dans l'ensemble de l'Europe occidentale, mais augmente dans la plupart des pays, à l'exception de l'Allemagne, où elle a diminué de 5 % entre 1987 et 1997. Alors que la consommation d'énergie par habitant en Europe centrale et orientale est souvent inférieure à ce qu'elle est en moyenne en Europe occidentale, l'intensité énergétique, c'est-à-dire la consommation par unité produite est au moins trois fois supérieure (OCDE, 1999). Cela s'explique par la persistance d'industries lourdes, l'emploi de technologies obsolètes et la faiblesse des rendements. Les changements actuels et futurs dans l'activité industrielle auront d'importantes conséquences qui pourraient dissocier l'utilisation d'énergie de la croissance économique. Le remplacement des technologies obsolètes par des technologies plus propres et plus modernes permettrait d'accéder à une forme plus durable de développement.

2002. La monnaie sera probablement un instrument de stabilité et de croissance économique dans l'ensemble de l'Europe, qui verra ainsi se renforcer la coopération économique et politique dans la région.

Le PIB par habitant (mesuré en dollars constants de 1995) a régulièrement augmenté dans la région, passant de 9 000 dollars en 1972 à une moyenne de 13 500 dollars en 1999 (voir le graphique de la page 47). Néanmoins, on constate entre les sous-régions d'importantes disparités, puisque le PIB par habitant est de 25 441 dollars en Europe de l'Ouest en 1999, contre 3 139 en Europe centrale et 1 771 en Europe orientale (d'après les chiffres de la Banque mondiale, 2001). Entre 1980 et 1999, le PIB réel a baissé dans 14 pays d'Europe centrale et orientale, et de plus de 50 % dans quatre pays : la Géorgie, la République de Moldova, l'Ukraine et la Yougoslavie (Nations Unies, 2000a).

La consommation moyenne par habitant a augmenté régulièrement, de 2,3 % par an en Europe de l'Ouest au cours des 25 dernières années (Nations Unies, 2000b). Dans certains pays d'Europe centrale et orientale, elle a commencé à augmenter ces dernières années, une partie de la population voyant son pouvoir d'achat augmenter, notamment en Pologne (où la consommation a augmenté de 65 % depuis 1991), en Hongrie et en Slovaquie (Nations Unies, 2000b).

Science et technologie

L'Europe est un chef de file en matière de développement et d'utilisation des ressources scientifiques et technologiques. La région compte au moins 19 pôles d'innovation technologique, entraînée par la Finlande et la Suède, beaucoup de pays se trouvant à la pointe du progrès. Derrière l'Amérique du Nord et à égalité avec l'Asie et le Pacifique, l'Europe assure 30 % environ des dépenses mondiales de recherche et de développement (UNESCO, 2001). L'essor de la télématique, en particulier la croissance de l'Internet, qui relie des millions de foyers et de lieux de travail, en Europe, est probablement la percée technologique la plus étonnante des 30 dernières années. Le nombre des internautes a augmenté de 250 % entre 1998 et 2000, passant de 539 pour 10 000 habitants à 1 366 (UIT, 2002), mais ces chiffres masquent des disparités marquées entre sous-régions.

L'Agence spatiale européenne et le Canada ont lancé au début de 2002 le satellite environnemental Envisat, qui surveille l'état de la planète en collectant des données sur les changements qui interviennent dans les sols, les océans, les calottes glacières et l'atmosphère de la Terre.

chapitre 2, arrière-plan socioéconomique, Europe. Références bibliographiques :

AEE (2001). *Environmental Signals 2001*. Copenhague (Danemark), Agence européenne de l'environnement

Banque mondiale (2001). *World Development Indicators 2001*. Washington (É.-U.), Banque mondiale
http://www.worldbank.org/data/wdi2001/pdfs/tab3_8.pdf [Geo-2-024]

CE (2001). Consultation paper for the preparation of an EU Strategy for Sustainable Development. COM(2001)264-final. Bruxelles (Belgique), Commission européenne

CEE, UNPF, Conseil de l'Europe et Bureau central hongrois de statistique (1999). *Population in Europe and North America on the Eve of the Millennium : Dynamics and Policy Responses*. Réunion régionale sur la population, 7-9 décembre 1998. Genève (Suisse), Commission économique des Nations Unies pour l'Europe

Nations Unies (2000a). *Economic Survey of Europe 2000 No.1*. New York (É.-U.) et Genève (Suisse), Nations Unies

Nations Unies (2000b). *Economic Survey of Europe 2000 No.2/3*. New York (É.-U.) et Genève (Suisse), Nations Unies

Nations Unies (2001). *World Population Prospects 1950-2050 (The 2000 Revision)*. New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU
www.un.org/esa/population/publications/wpp2000/wpp2000h.pdf [Geo-2-204]

OCDE (1999). *Environment in the Transition to a Market Economy. Progress in CEE and NIS*. Paris (France), Organisation de coopération et de développement économiques

PNUD (1999a). *Rapport mondial sur le développement humain 1999*. Paris (France) Éditions ECONOMICA

<http://www.undp.org/hdro/E1.html> [Geo-2-295]

PNUD (1999b). *Transition 1999. Human Development Report for Central and Eastern Europe and the CIS, 1999*. New York (É.-U.), Programme des Nations Unies pour le développement

PNUD (2001). *Rapport mondial sur le développement humain 2001*. Bruxelles (Belgique), De Boeck

Université

<http://www.undp.org/hdr2001/completenew.pdf> [Geo-2-289]

REC (1998). *Doors to Democracy : A Pan-European Assessment of Current Trends and Practices in Public Participation in Environmental Matters*. Centre régional pour l'environnement d'Europe centrale et orientale

<http://www.rec.org/REC/Publications/PPDoors/EUR OPE/summary.html> [Geo-2-294]

UIT (2002). *ICT Free Statistics Home Page : Internet Indicators by Country for 1998 and 2000*. Union internationale des télécommunications

<http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics> [Geo-2-293]

UNESCO (1999). *World Education Indicators 1998*, on CD-ROM. UNESCO Division de statistique, Paris (France), 1999.

UNESCO (2001). *Facts and Figures 2000*. Paris (France), Institut de statistique de l'UNESCO

<http://www.uis.unesco.org/en/pub/pub0.htm> [Geo-2-292]

L'arrière-plan socioéconomique : Amérique latine et Caraïbes

Au cours des 30 dernières années l'Amérique latine et les Caraïbes ont connu des crises financières et politiques. Alors que certains aspects du développement humain se sont notablement améliorés, la pauvreté, en particulier en milieu rural, et l'inégalité demeurent des problèmes majeurs, entravant les efforts que fait la région pour se rapprocher d'un développement durable.

Développement humain

Six des 46 pays de la région (Argentine, Bahamas, Barbade, Chili, Costa Rica et Uruguay) se classent parmi les pays à développement humain élevé ; la plupart des autres parmi ceux à développement moyen, et seul Haïti figure parmi les pays à faible développement humain (PNUD, 2001).

La pauvreté est très répandue. On estime qu'environ 200 millions de personnes, soit 40 % de la population de la région vivent dans la pauvreté (BID, 2000 ; CEPALC, 2000). L'incidence de la pauvreté est plus grande dans les zones rurales, mais on compte plus de pauvres dans les zones urbaines que dans les zones rurales, et près de la moitié des pauvres sont des enfants ou des jeunes.

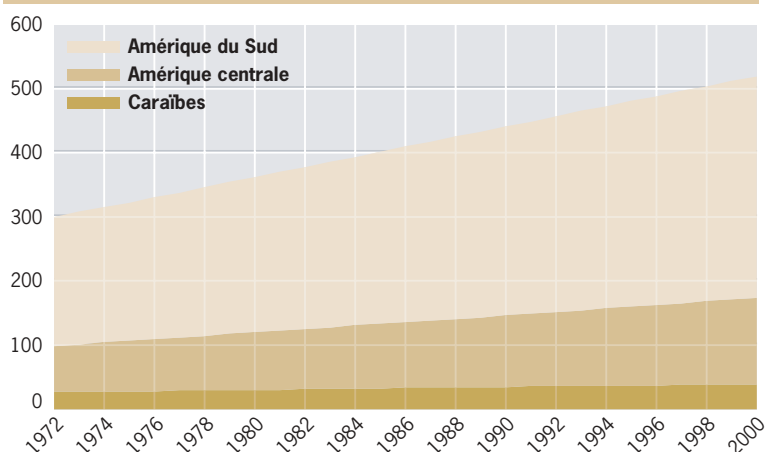
L'espérance de vie est passée entre 1970 et 2000 de 65,8 ans à 72,5 ans, mais il existe d'importantes disparités nationales et entre les régions d'un même pays, qui sont liées au revenu par habitant (OPS, 1998). L'espérance de vie est la plus élevée dans les Caraïbes (74 ans) et en Amérique du Sud (73,5 ans), mais il existe des variations : elle est ainsi plus élevée de 20 ans à Cuba et à Porto Rico qu'en Haïti, et de 10 ans plus élevée au Venezuela et en Colombie qu'en Bolivie. Malgré cela, tous les pays à l'exception d'Haïti, ont désormais une espérance de vie qui dépasse l'objectif de 60 ans, proposé pour la région en 1977 dans le cadre de la Stratégie mondiale de la santé pour tous en l'an 2000 (OPS, 1998). Des programmes de santé publique plus efficaces ont également réduit notablement les taux de mortalité infantile, qui ont été ramenés de 81,6 pour 1 000 naissances en 1970 à 35,5 en 1995 (Banque mondiale, 1999).

Au cours des 20 dernières années l'éducation s'est également améliorée. Les taux d'alphabétisation des adultes sont généralement élevés, de l'ordre de 88 % en 1999 (PNUD, 2001), contre 77 % en 1980 (PNUE/OD, 2001). Pourtant, une répartition des revenus fortement inégale, que l'on trouve généralement dans toute la région, se traduit par des inégalités dans l'accès à l'école, dans l'assiduité et dans les résultats scolaires (UIS, 2001).

La violence, et notamment les meurtres, est en augmentation dans toute la région, en particulier en Colombie et au Brésil. En outre, la violence dans la

famille a augmenté, surtout à l'encontre des femmes et des enfants ; on estime que la moitié environ des femmes latino-américaines ont connu au moins un épisode de violence familiale durant leur existence (CEPALC, 2000). Ces dernières années, la région dans son ensemble s'est rapprochée de la paix générale, à l'exception de quelques conflits comme ceux qui ont éclaté entre le Pérou et l'Équateur durant les années 90.

Population (en millions) par sous-région : Amérique latine et Caraïbes



L'évolution démographique

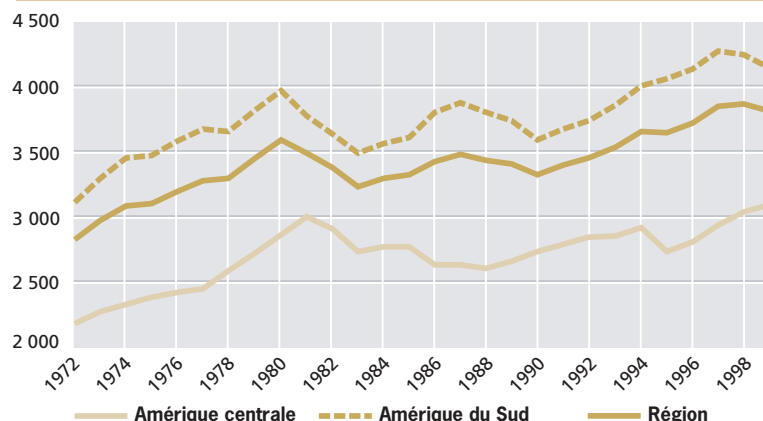
La population de la région a augmenté, de 299 millions en 1972, à sans doute 519 millions en 2000, soit d'environ 74 %. Cependant, le taux annuel d'accroissement de la population a diminué, de 2,48 % à 1,52 % pendant le même temps, grâce surtout à une modification de la natalité — les taux de fécondité ont diminué de moitié, de 5,6 enfants par femme en 1970 à 2,7 en 1999. Les taux d'accroissement naturel sont désormais les plus élevés en Amérique centrale (1,78 %) et les plus faibles dans les Caraïbes (1,04 %) (d'après des chiffres de la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001).

Développement économique

La croissance économique a connu des fluctuations dans la région au cours des 30 dernières années, atteignant en 1973 un maximum de 8,4 % par an et en 1983 un minimum de -2,2 % (Banque mondiale, 2001). Le PIB par habitant a ainsi augmenté en moyenne de 1,0 % seulement par an, passant de 2 827 dollars en 1972 à 3 819 en 1999 (Banque mondiale, 2001), bien que certains pays aient obtenu de meilleurs résultats que d'autres. Le Chili, par exemple, a vu son PIB par habitant plus que doubler, passant de 2 360 dollars à 5 121 dollars durant la même période, tandis qu'au Nicaragua il baissait de près de moitié, passant de 917 dollars à 472 dollars (Banque mondiale, 2001).

Bien que la population de la région ait augmenté de 74 % entre 1972 et 2000, le taux d'accroissement a diminué, de 2,48 à 1,52 % par an

Source : D'après la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001

PIB par habitant (en dollars de 1995) : Amérique latine et Caraïbes

Pour l'ensemble de la région, la croissance du PIB par habitant n'a pas dépassé en moyenne 1,0 % par an (entre 1972 et 99)

Note : Les données fiables relatives à la sous-région des Caraïbes font défaut

Source : D'après la Banque mondiale, 2001

La croissance dans les années 90 a été rendue possible par d'importantes réformes économiques, en particulier la libéralisation du commerce et des investissements. L'intégration, en particulier l'adhésion à des accords de libre-échange et à des unions douanières — comme l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Pacte andin, le Marché commun de l'Amérique latine (MERCOSUR), la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Marché commun de l'Amérique centrale — ont commencé à porter leurs fruits. Par exemple, les exportations de la Communauté andine ont augmenté de 37 % en valeur en 2000 et les exportations intrarégionales ont progressé de 29 %. De même, le commerce intrarégional des pays du MERCOSUR a augmenté de 21 %, et celui de l'ALENA de 20 % (BID, 2000).

Néanmoins, la majorité des pays de la région, à l'exception de quelques-uns comme le Chili, n'ont pas pu

retrouver leur vigueur économique d'avant les années 80 et dans l'ensemble la région n'a connu au cours des 30 dernières années qu'une croissance économique modeste. Les exportations demeurent principalement celles de produits primaires, en particulier le pétrole et ses dérivés, les produits minéraux, les denrées agricoles, le bois et autres produits de la forêt. À cet égard, la vulnérabilité et la dépendance extérieure traditionnelles de la région ont encore augmenté en raison du caractère non viable de ces activités à long terme, tant pour ce qui est de l'accès au marché que de l'obtention pour le long terme des ressources naturelles (PNUE, 2000). Dans beaucoup de pays, les importations continuent à progresser plus rapidement que les exportations (CEPALC et PNUE, 2001).

La consommation d'énergie par habitant, entre 1972 et 1999 a augmenté de 0,7 tonne d'équivalent pétrole (TEP) environ à 0,9 tonne, la moyenne mondiale étant de 1,1 TEP (d'après les données de l'AIE, 1999 et des Nations Unies, 2001).

L'endettement extérieur de la région a énormément augmenté, passant de 46 251 millions de dollars en 1971 à 982 032 millions en 1999, soit une multiplication par 21, et cet endettement représente 38 % de la dette mondiale (Banque mondiale, 2001). Les gouvernements ont commencé à s'endetter dangereusement durant les années 70 et cela a eu des conséquences dévastatrices pour l'économie des pays de la région durant les décennies qui ont suivi. Pendant les années 80, la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe occidentale a alourdi le service de la dette, tandis que les efforts faits pour réduire l'inflation ont suscité une récession qui a amenuisé les revenus à partir desquels cette dette pouvait être servie. L'hyperinflation est un phénomène que l'on a constaté dans beaucoup de pays, notamment l'Argentine et le Brésil, les gouvernements ayant sans cesse recours à la planche à billets. Les années 90 ont vu se produire une très importante accumulation des déséquilibres macroéconomiques, qui explique plusieurs crises graves au Mexique en 1995, au Brésil en 1998 (CEPALC et PNUE, 2001) et tout récemment en Argentine. L'Argentine à elle seule avait en 2001-2002 un endettement de 147 880 millions de dollars, soit environ 18 % de l'endettement total de la région. Certains pays, comme la Bolivie et le Guyana, ont maintenant rempli les conditions de radiation de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) (Banque mondiale, 2001).

En 1999, le taux de chômage a atteint dans la région 8,8 %, le plus élevé des années 90 (CEPALC et PNUE, 2001), et un niveau assez proche de celui qui avait été atteint au cœur de la crise de la dette durant les années 80. À l'exception du Chili et du Panama, le nombre de personnes travaillant dans le secteur non structuré a augmenté dans la plupart des pays, alors que les taux de chômage augmentaient également. Durant les années 90, sept emplois sur 10 créés dans les villes de la région

Inégalités du développement social

Le niveau des inégalités de la répartition des revenus dans la région est le plus élevé au monde, et il continue à augmenter dans toutes les sous-régions. Dans l'ensemble de la région, le salaire réel minimum était en moyenne inférieur de 28 % en 1998 à ce qu'il était en 1980. La capacité limitée de créer des emplois des pays de la région et le fait que ceux qui ont été à l'université tirent le meilleur parti de l'augmentation de la demande de main-d'œuvre figurent parmi les raisons dont on soupçonne qu'elles augmentent la concentration persistante des revenus, mais le débat sur les causes profondes de ce phénomène n'est pas clos.

La situation en ce qui concerne la répartition des terres reflète une tendance similaire, la propriété de la terre étant fortement concentrée au Chili, au Mexique et au Paraguay par exemple. L'inégalité d'accès à cet actif pourtant essentiel pour la population rurale est une source de tensions sociales. De nombreux conflits ont éclaté durant les années 90 en raison du problème foncier et de la très grande pauvreté rurale. Pour résoudre ce problème, le Gouvernement costaricien a redistribué près de deux millions d'hectares (un tiers environ de la superficie totale du pays) par une distribution à grande échelle de titres fonciers, et par d'importantes opérations d'acquisition et d'implantation. L'Accord de paix en El Salvador a comporté une réforme agraire et un programme de transfert de la terre (actuellement 75,1 % des terres sont exploitées en faire-valoir direct en El Salvador).

Source : CEPALC et PNUE (2001)

l'étaient dans le secteur non structuré, peu réglementé, non permanent, sans sécurité sociale (CEPALC et PNUE, 2001). La seule évolution positive concerne l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail. En 1980, un peu plus d'un quart de la population active était composée de femmes en Amérique centrale et en Amérique latine. En 1997, les femmes représentaient un tiers de la population active de l'Amérique centrale et près des deux cinquièmes de celle de l'Amérique du Sud. Dans les Caraïbes, où la participation des femmes à la population active a toujours été plus élevée que dans le reste de la région, ce chiffre a atteint 43 % en 1997 (CEPALC et PNUE, 2001). L'augmentation au cours des 20 dernières années a été beaucoup plus marquée que dans toute autre région du monde.

Science et technologie

Les technologies traditionnelles d'information et de communication continuent à se diffuser dans toute la région, avec une forte propagation du téléphone et des postes de radio dans toutes les sous-régions au cours des 20 dernières années (voir tableau). On constate aussi une augmentation de l'utilisation des portables et des ordinateurs, le nombre d'internautes augmentant par ailleurs de plus de 30 % par an en Amérique latine (PNUE, 2001). Le Brésil est l'un des 10 premiers pays pour l'utilisation des portables, et l'on compte plus de 23 millions d'abonnés en 2000 ; le portable l'a emporté sur le téléphone fixe dans plusieurs pays, notamment le Mexique, le Paraguay et le Venezuela (UIT, 2001).

La région, qui compte 8,6 % de la population mondiale, ne compte que 2,7 % des chercheurs scientifiques et a produit environ 2,5 % des publications scientifiques en 1998. Le Brésil est considéré comme le pays qui a le mieux réussi sur le plan de la science et de la technologie ; il investit environ 1 % de son PIB dans la recherche et le développement scientifique, contre une

Essor des communications entre 1980 et 98 (nombre pour 1 000 personnes)

| | Lignes de téléphone | | Quotidiens | | Postes de radio | |
|-------------------|---------------------|--------------|-------------|-------------|-----------------|--------------|
| | 1980 | 1998 | 1980 | 1998 | 1980 | 1998 |
| Amérique centrale | 23.0 | 86.2 | 54.8 | 54.7 | 181.4 | 298.7 |
| Amérique du Sud | 35.8 | 120.6 | 48.9 | 46.9 | 305.1 | 457.8 |
| Caraïbes | 52.9 | 227.4 | 37.9 | 23.7 | 361.4 | 520.3 |
| Région | 36.7 | 139.1 | 45.7 | 37.3 | 293.1 | 442.7 |

Source : Banque mondiale, 2000

moyenne des pays de la région qui ne dépasse pas 0,53 % (Massarani, 2001).

Gouvernance

Les 30 dernières années, dans la région, ont été marquées par deux évolutions politiques de grande importance. La première est que les dictatures militaires ont fait place à des gouvernements démocratiques. Tous les pays de la région ont désormais un gouvernement démocratiquement élu ou sont sur le point d'en créer un. Cette démocratisation a continué à progresser ces dernières années en raison du renforcement des administrations locales et des municipalités, de la réforme du système judiciaire et de la privatisation des grandes entreprises publiques.

La deuxième évolution importante concerne la participation de la société civile et la création d'institutions de la société civile telles que les organisations non gouvernementales. Le retour des libertés a amené avec lui une plus grande préoccupation du public pour l'environnement et pour des modes durables de développement, mais ces questions ne sont pas encore pleinement intégrées dans les décisions politiques.

chapitre 2, arrière-plan socioéconomique, Amérique latine et Caraïbes. Références bibliographiques :

AIE (1999). *Energy Balances of OECD countries 1960-97, Energy Balances of Non-OECD countries 1971-97*. Paris (France), Organisation de coopération et de développement économiques, Agence internationale de l'énergie

Banque mondiale (1999). *World Development Indicators 1999*. Washington (É.-U.), Banque mondiale

Banque mondiale (2001). *World Development Indicators 2001*. Washington (É.-U.), Banque mondiale

BID (2000). *Annual Report 2000*. Washington (É.-U.), Banque interaméricaine de développement

CEPALC (2000). *Social Panorama of Latin America 1999-2000*. Santiago (Chili), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

CEPALC et PNUE (2001). *The Sustainability of Development in Latin America and the Caribbean : Challenges and Opportunities*. Présenté à la

Conférence préparatoire régionale d'Amérique latine et des Caraïbes pour le Sommet mondial sur le développement durable, Rio de Janeiro (Brésil), 23 et 24 octobre 2001

Massarani, L. (2001). *Latin America Falls Short in Science Spending*. SciDev.net

<http://www.scidev.net/gateways/newsLA.asp?t=N&gw=LA&gname=Latin%20America#> [Geo-2-296]

Nations Unies (2001). *World Population Prospects 1950-2050 (The 2000 Revision)*. New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU www.un.org/esa/population/publications/wpp2000/wpp2000h.pdf [Geo-2-204]

OPS (1998). *La Salud en las Américas*. Edición de 1998, Publicación Científica No. 569. Washington (É.-U.), Organisation panaméricaine de la santé

PNUE (2001). *Rapport mondial sur le développement humain 2001*. Bruxelles (Belgique), De Boeck Université

<http://www.undp.org/hdr2001/completnew.pdf> [Geo-2-289]

PNUE (2000). *GEO Latin America and the Caribbean Environment Outlook*. Mexico (Mexique), Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes, Programme des Nations Unies pour l'environnement

PNUE/OD (2001). *GEO : Estadísticas Ambientales de América Latina y el Caribe*. San José (Costa Rica), PNUE et Observatorio del Desarrollo, Universidad de Costa Rica

UIS (2001). *Latin America and the Caribbean : Regional Report*. Nîmes (France), Société Édition Provence

UIT (2002). *ICT Free Statistics Home Page : Internet Indicators by Country for 1998 and 2000*. Union internationale des télécommunications

<http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics>

L'arrière-plan socioéconomique : Amérique du Nord

Les trois dernières décennies du XX^e siècle ont donné à l'Amérique du Nord une opulence et un pouvoir toujours plus grands. Les Nord-Américains non seulement vivent plus longtemps dans des sociétés de plus en plus diverses mais leur production de richesses matérielles et leur consommation de biens sont également parmi les plus élevées au monde. Le capital, la technologie et les biens américains alimentent la mondialisation, une tendance très caractéristique du début du nouveau millénaire qui comporte des risques inédits mais aussi de remarquables perspectives.

Développement humain

Sur la base de l'indicateur du développement humain (IDH), la région est probablement celle qui, dans le monde, a le développement humain le plus élevé. Le Canada se classe troisième et les États-Unis sixième, mais l'indicateur pour la région est en moyenne de 0,935, contre 0,928 dans l'ensemble des pays de l'OCDE à revenu élevé (PNUD, 2001).

Malgré cela, la pauvreté n'est pas inconnue en Amérique du Nord. Au cours des 10 dernières années, les taux de pauvreté ont baissé aux États-Unis mais ont augmenté au Canada. Alors que le débat sur la définition, la mesure et donc l'étendue de la pauvreté n'est pas clos, les données montrent clairement que certains groupes sociaux sont plus vulnérables que d'autres. La pauvreté ainsi est plus susceptible d'affecter les populations amérindiennes, certaines minorités, les familles monoparentales et les enfants (Ross, Scott et Smith, 2000 ; Dalaker, 2001).

L'évolution démographique

Contrairement aux autres pays industrialisés, en particulier en Europe, en Amérique du Nord l'accroissement démographique se poursuit, bien que les

taux de croissance soient restés constants aux alentours de 1 % au cours des 30 dernières années et que la part de la région dans la population mondiale ait légèrement baissé, de 6,2 % en 1972 à 5,2 % en 2000 (soit environ 314 millions) (Nations Unies, 2001). Bien que les taux de natalité soient faibles, une immigration continue provenant surtout d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Asie et du Pacifique fait que la population de la région présente une diversité toujours plus grande (Blank, 2001).

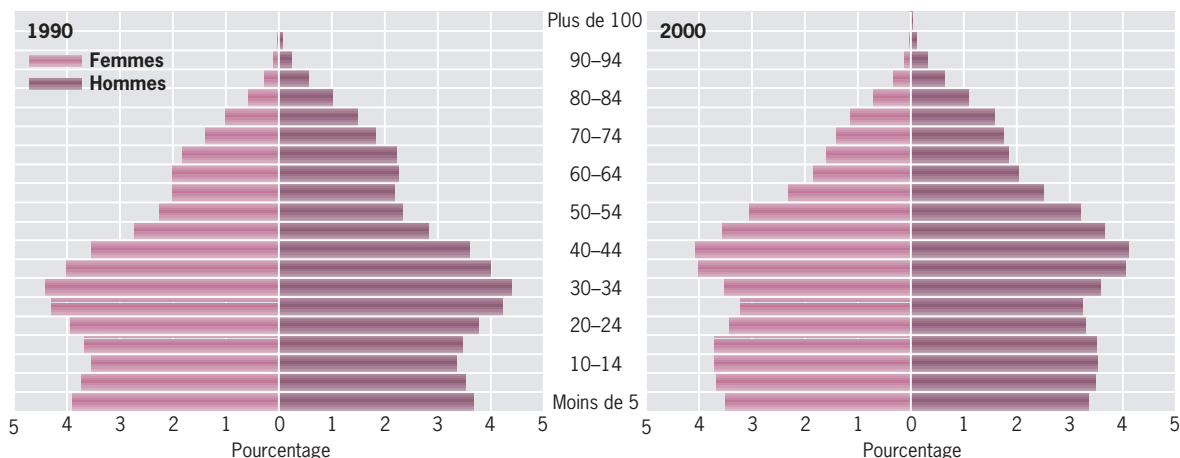
La population vieillit (voir graphiques ci-dessous). Les personnes âgées de 60 ans et plus représentaient 14 % de la population en 1970 et 16 % en 2000, mais en 2025 ce chiffre atteindrait 25 % (Nations Unies, 1998). Ce vieillissement progressif est le résultat de la baisse des taux de natalité et de l'augmentation de l'espérance de vie mais aussi du vieillissement de la génération née aussitôt après la Deuxième Guerre mondiale. Cette tendance aura des répercussions sur les systèmes de sécurité sociale et aussi sur la circulation mondiale des capitaux. À mesure que le nombre de retraités augmente, ils économisent moins et commencent à contraire à puiser dans leur épargne.

Développement économique

Depuis 1972, l'Amérique du Nord connaît une intégration régionale toujours plus marquée, une augmentation de l'activité économique et son orientation progressive vers le secteur des services. Certaines sociétés nord-américaines sont devenues d'authentiques sociétés transnationales et ont fortement investi dans l'économie des pays émergents, ce qui a notablement influencé les structures du développement en dehors de la région. En dépit de pauses ou reculs périodiques, au cours des 30 dernières années, l'Amérique du Nord a vu son rôle se renforcer comme moteur du changement économique mondial (Blank, 2001).

La vulnérabilité du secteur énergétique a pratiquement cessé de paraître préoccupante après que

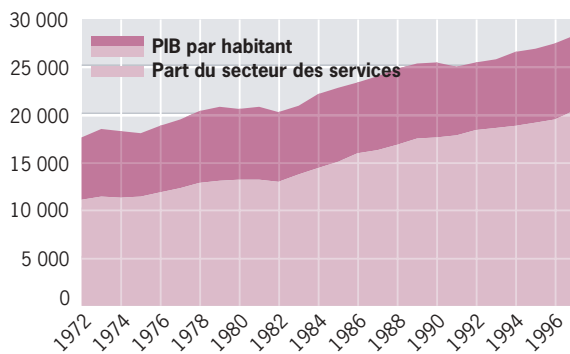
Pyramide des âges, 1990 et 2000 : États-Unis



les crises pétrolières de 1973 et 1979 ont été suivies par une restructuration de l'économie et par la croissance du secteur des services (voir graphique). Avec la conclusion d'un accord de libre-échange et l'essor de la télématique et des biotechnologies, les pays d'Amérique du Nord ont vu leur économie progresser durant presque toutes les années 90, avant une forte baisse qui a secoué les marchés financiers en 2000.

En 2001, on estime qu'aux États-Unis 135 millions de travailleurs sur 285 millions d'habitants produisent environ 10 000 milliards de dollars de PIB ; au Canada, les 15 millions de travailleurs sur une population de

PIB par habitant (en dollars de 1995), et part du secteur des services en Amérique du Nord



Le PIB par habitant a fortement augmenté en Amérique du Nord au cours des 30 dernières années et la part du secteur des services dans l'économie est passée de 63 à 72 % entre 1972 et 1997

Source : Banque mondiale, 2000

31 millions produisent un PIB chiffré à 670 milliards de dollars des États-Unis (US Department of Commerce 2002 ; US Census Bureau, 2002 ; US Department of Labor, 2002 ; Statistique Canada 2002).

Non seulement l'Amérique du Nord vient en tête de la production économique, dans le monde, mais cette région a également la consommation la plus forte. La consommation privée par habitant, dans la région, est environ cinq fois la moyenne mondiale, et elle est passée de 11 461 dollars en 1972 à 18 167 dollars en 1997, alors que la moyenne mondiale était de 2 315 dollars en 1972 et 3 257 dollars en 1997 (Banque mondiale, 2001 ; tous ces chiffres sont exprimés en dollars constants de 1995).

Bien que ne comptant que 5 % environ de la population mondiale, les États-Unis et le Canada consomment près de 25 % de l'énergie totale (AIE, 2002). Alors qu'on commence à constater un certain découplage de l'utilisation d'énergie et de la croissance économique, l'utilisation d'énergie par habitant est restée systématiquement plus élevée que dans toute autre région du monde (Mathews et Hammond, 1999). L'utilisation de la voiture particulière continue à augmenter, alors que celle des transports en commun est généralement restée constante (voir « Zones urbaines »).

Science et technologie

Au cours des 30 dernières années, la région a été le chef de file, dans le monde, de l'innovation scientifique et technologique. L'Amérique du Nord compte en effet 14 centres mondiaux d'innovation technologique, 13 aux États-Unis et 1 au Canada, et effectue 38 % des dépenses mondiales consacrées à la recherche-développement, une grande part de ces dépenses étant faites aux États-Unis (UNESCO, 2001). Une proportion grandissante de cet investissement vient du secteur privé, 67 % aux États-Unis et 47 % au Canada. Le capital-risque demeure une source importante de financement des entreprises de pointe, en particulier dans les secteurs de l'information, des communications et de la biotechnologie. Les sommes consacrées à l'enseignement supérieur sont parmi les plus élevées au monde : elles dépassent 19 000 dollars par étudiant par an aux États-Unis et 14 500 dollars des États-Unis par étudiant par an au Canada en 1998. La région attire aussi le plus grand nombre de scientifiques nés à l'étranger (OCDE, 2001a).

En 1995, 34,8 % de tous les brevets déposés étaient des brevets américains, et comme le Canada, les États-Unis publient un grand nombre de périodiques scientifiques par habitant. L'Amérique du Nord voit également une rapide diffusion de la télématique, élément indispensable à une économie fondée sur les connaissances. Le nombre d'utilisateurs d'ordinateurs et de l'Internet est parmi les plus élevés au monde et continue d'augmenter. Ainsi, les États-Unis est le plus important marché mondial pour l'Internet, avec près de 100 millions d'utilisateurs réguliers au début de 2001. C'est également le principal marché mondial pour les téléphones portables, avec 110 millions d'utilisateurs en 2000, mais l'Amérique du Nord risque de perdre bientôt son avance sur la Chine (UIT, 2001).

La productivité multifactorielle, c'est-à-dire l'efficacité de l'utilisation du capital et du travail dans le processus de production, a rapidement augmenté aux États-Unis comme au Canada durant la deuxième moitié des années 90 (OCDE, 2001b).

Gouvernance

À mesure que les pays du monde entier progressent vers une intégration toujours plus poussée, en Amérique du Nord, le pouvoir politique, budgétaire et administratif est de plus en plus dévolu aux États et aux provinces. Cela a entraîné un aplatissage des hiérarchies et une décentralisation des décisions. En même temps, les organisations non gouvernementales sont devenues des acteurs sociaux importants, nouveaux, souvent avec une hiérarchie minimale.

Mais l'interdépendance toujours plus poussée a également exposé la région à de nouveaux risques associés à des événements qui peuvent se produire à l'autre bout du monde. Ainsi, les événements du 11 septembre 2001 ont démontré non seulement l'interdépendance, mais aussi

l'exposition au risque, la vulnérabilité et la nécessité de mieux comprendre les grandes forces en marche dans le monde. La protection des intérêts économiques et des investissements américains doit maintenant être intégrée à la notion de sécurité nationale (IIP, 2001). Les protestations contre la libéralisation des échanges, à Seattle en 1999 et à Québec en 2001, montrent la montée de l'inquiétude de l'opinion au sujet de la mondialisation, de l'état de l'environnement, du commerce et des droits des travailleurs. En même temps, une tendance à un meilleur exercice des responsabilités par les sociétés, et à une plus grande transparence, a des conséquences potentiellement importantes pour la réglementation de l'activité du secteur privé et pour l'engagement de la société civile en faveur d'un contrôle du secteur privé.

Au cours des 30 dernières années, on a également pu constater une recherche de plus en plus consciente d'un équilibre entre la poursuite de la croissance économique et le respect des objectifs environnementaux et sociaux. La préoccupation qu'inspire l'état de l'environnement naturel est la préoccupation principale du mouvement écologique, qui est de plus en plus un mouvement social reconnu. À l'instigation de militants de base durant les années 70, des lois et des politiques de protection de l'environnement ont rapidement été adoptées. L'Amérique du Nord a de son

côté rapidement adopté une législation de l'environnement prévoyant une participation du public et, au moins dans le cas du Canada, intégrant la notion de développement durable (Barr, 1993). Des progrès remarquables ont également été faits dans la lutte contre de nombreux polluants classiques ; on voit aussi se poursuivre une tendance à désigner des zones protégées.

La volonté de préserver l'environnement s'est affirmée vers le milieu des années 80, à la faveur d'une prise de conscience de la nature mondiale des problèmes d'environnement, et le nombre de membres des ONG environnementales n'a cessé d'augmenter. Durant les années 90, une démarche fondée sur le « bon sens » a été préconisée, lorsque la nécessité de réduire les déficits a amené à réduire les crédits des ministères de l'environnement et à faire confiance aux incitations marchandes et aux actions volontaires (Dowie, 1995 ; Vig et Kraft, 1997). Après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en 1992, les deux pays ont adhéré à la notion de développement durable telle qu'elle se reflétait dans les objectifs fédéraux énoncés au Canada et dans les efforts que font de nombreux États et de nombreuses localités, aux États-Unis, pour appliquer le programme *Action 21*.

chapitre 2, arrière-plan socioéconomique, Amérique du nord. Références bibliographiques :

- AIE (2002). *Key World Energy Statistics*. Paris (France), Agence internationale de l'énergie
<http://www.iea.org/statist/keyworld/keystats.htm> [Geo-2-298]
- Banque mondiale (2000). *Rapport sur le développement dans le monde, 1999-2000 : le développement au seuil du XXI^e siècle*. Paris (France), publié pour la Banque mondiale par les Éditions ESKA
- Banque mondiale (2001). *World Development Indicators 2001*. Washington (É.-U.), Banque mondiale
http://www.worldbank.org/data/wdi2001/pdfs/tab3_8.pdf [Geo-2-024]
- Barr, J. (1995). *The Origins and Emergence of Quebec's Environmental Movement : 1970-1985*. Thèse de maîtrise. Montréal (Canada), McGill University
- Blank, R.M. (2001). An overview of trends in social and economic well-being, by race. In Smelser, N.J., Wilson W.J. and Mitchell, F. (dirs. de publ.), *America Becoming : Racial Trends and their Consequences*, Volume 1. Washington (É.-U.), National Academy Press
- Dalaker, J. (2001). *Poverty in the United States*. Washington (É.-U.), US Census Bureau, US Department of Commerce
<http://www.census.gov/prod/2001pubs/p60-214.pdf> [Geo-2-297]
- Dowie, M. (1995). *Losing Ground : American Environmentalism at the Close of the Twentieth Century*. Cambridge (É.-U.), MIT Press
- Hillner, J. (2000). *Venture capitals*. *Wired*, 7 août 2000
- IIP (2001). *The Americas*. US Department of State International Information Programmes
<http://usinfo.state.gov/regional/ar/ar.htm> [Geo-2-299]
- Mathews, E. et Hammond, A. (1999). *Critical Consumption Trends and Implications : Degrading Earth's Ecosystems*. Washington (É.-U.), Institut des ressources mondiales
- Nations Unies (1998). *World Population Prospects : The 1998 Revision. Volume II : Sex and Age*. New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU
- Nations Unies (2001). *World Population Prospects 1950-2050 (The 2000 Revision)*. New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU
www.un.org/esa/population/publications/wpp2000/wpp2000h.pdf [Geo-2-204]
- OCDE (2000). *Policy Brief : Economic Survey of Canada, 2000*. Paris (France), Organisation de coopération et de développement économiques
- OCDE (2001a). *Education at a Glance : OECD Indicators 2001*. Paris (France), OCDE
www1.oecd.org/els/education/ei/eag/chB.htm
- OCDE (2001b). *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2001. Towards a Knowledge Based Economy*. Paris (France), Organisation de coopération et de développement économiques
<http://www1.oecd.org/publications/e-book/92-2001-04-1-2987/A.1.htm> [Geo-2-300]
- PNUD (2001). *Rapport mondial sur le développement humain 2001*. Bruxelles (Belgique), De Boeck Université
<http://www.unpd.org/hdr2001/completenew.pdf> [Geo-2-289]
- Ross, D.P., Scott, K. et Smith, P. (2000). *The Canadian Factbook on Poverty*. Ottawa (Canada), Canadian Council on Social Development.
<http://www.ccsd.ca/pubs/2000/fbpov00/hl.htm> [Geo-2-301]
- Statistique Canada (2002). *Canadian Statistics*. Ottawa (Canada), Statistique Canada
<http://www.statcan.ca/english/Pgdb/Economy/Finance/fin06.htm> [Geo-2-323]
- UIT (2002). *ICT Free Statistics Home Page : Internet Indicators by Country for 1998 and 2000*. Union internationale des télécommunications
<http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics>
- UNESCO (2001). *Facts and Figures 2000*. Paris (France), Institut de statistique
www.uis.unesco.org/en/pub/pub0.htm
<http://www.uis.unesco.org/en/pub/pub0.htm> [Geo-2-292]
- US Census Bureau (2002). *Population Estimates*. US Census Bureau
<http://eire.census.gov/popest/data/national/populartables/table01.php> [Geo-2-302]
- US Department of Commerce (2002). *National Income and Product Account Tables*. Bureau of Economic Analysis, US Department of Commerce
<http://www.bea.doc.gov/bea/dn/nipaweb/TableViewFixed.asp?SelectedTable=3&FirstYear=2000&LastYear=2001&Freq=Qtr> [Geo-2-303]
- US Department of Labor (2002). *Labor Force Statistics from the Current Population Survey*. Bureau of Labor Statistics, US Department of Labor
<http://www.bls.gov/cps/home.htm> [Geo-2-304]
- Vig, N.J. et Kraft, M.E. (dirs. de publ., 1997). *Environmental Policy in the 1990s : Reform or Reaction*. Washington (É.-U.), CQ Press

L'arrière-plan socioéconomique : Asie occidentale

Depuis la découverte en Asie occidentale de pétrole au début du XX^e siècle, la région a connu une évolution démographique et une transformation socioéconomique profondes, et notamment un développement agricole et industriel substantiel. Ces évolutions se sont intensifiées au cours des 30 dernières années.

Développement humain

La plupart des pays de l'Asie occidentale se situent dans le groupe à développement humain élevé (Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar) ou moyen (Arabie saoudite, Jordanie, Liban, Oman et Syrie). Seul le Yémen se classe dans le groupe des pays à développement humain faible, et on ne dispose pas d'informations précises sur l'Iraq, la bande de Gaza et la Cisjordanie (PNUD, 2001). La plupart des pays de la région se classent mieux, au regard du développement humain, dans les années 90 qu'au début des années 80, mais plusieurs d'entre eux ont néanmoins, à certains égards, reculé au cours de cette période, en particulier dans les années 90 (PNUD, 2000).

Dans certains pays, on constate une amélioration sensible de certains aspects du développement humain au cours des 30 dernières années. Par exemple, en Oman, l'espérance de vie s'est élevée, de 54,9 ans au début des années 70 à plus de 70 ans en 2000 ; elle a au contraire diminué en Iraq, de 66 à 58 ans pendant la même période (OMS, 2000). L'accès à de meilleurs moyens d'adduction d'eau et d'assainissement est généralement élevé (80 à 100 %) à l'exception du Yémen, où ces chiffres sont de 69 % pour l'eau et 45 % pour les moyens d'assainissement (PNUD, 2000, 2001). L'accès à l'eau salubre s'est également dégradé en Iraq durant la deuxième moitié des années 90 (PNUD, 2000).

On constate de fortes disparités du PIB par habitant dans les pays de l'Asie occidentale. Les mieux lotis à cet égard sont situés dans la péninsule Arabique : 16 483 dollars au Koweït et 6 384 dollars en Arabie saoudite en 1998. Cependant dans les Émirats arabes unis, au Koweït et au Qatar, le PIB par habitant a baissé au cours des 30 dernières années — par exemple, de 36 413 dollars au Qatar en 1975 à 12 950 en 1998. Ces variations s'expliquent par les fluctuations des cours du pétrole. Le PIB par habitant est moins élevé dans les pays du Machrek, de 1 095 dollars en Syrie à 2 288 dollars au Liban en 1998 (on ne dispose pas de données fiables pour l'Iraq et les territoires palestiniens). Le Yémen est de loin le pays le plus pauvre de la région, avec un PIB moyen par habitant qui n'est passé que de 169 dollars en 1975 à 471 dollars en 1998 (CESAO, 1999).



Malgré le poids statistique de l'industrie pétrolière dans l'économie de l'Asie occidentale, les modes de vie traditionnels ont encore une grande importance

Source : PNUD, Topham Picturepoint

Malgré un PIB par habitant relativement élevé dans beaucoup de ces pays, la pauvreté humaine et monétaire existe encore. Sept pays, l'Arabie saoudite, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, l'Oman, la Syrie et le Yémen, sont assez mal classés pour un ou plusieurs des éléments essentiels utilisés pour évaluer les niveaux de développement humain. Dans la plupart de ces pays, l'alphabétisation des adultes et la faible espérance de vie sont des facteurs prédominants dans ce calcul, plutôt que la pauvreté monétaire, qui, en revanche est surtout un problème en Jordanie, en Oman et au Yémen (PNUD, 2001). Dans l'ensemble les taux d'alphabétisation ont augmenté en Asie occidentale au cours des 20 dernières années, atteignant par exemple 92 % au Liban. Dans la plupart des pays les femmes sont de plus en plus alphabétisées, moins pourtant que les hommes (UNESCO, 2000).

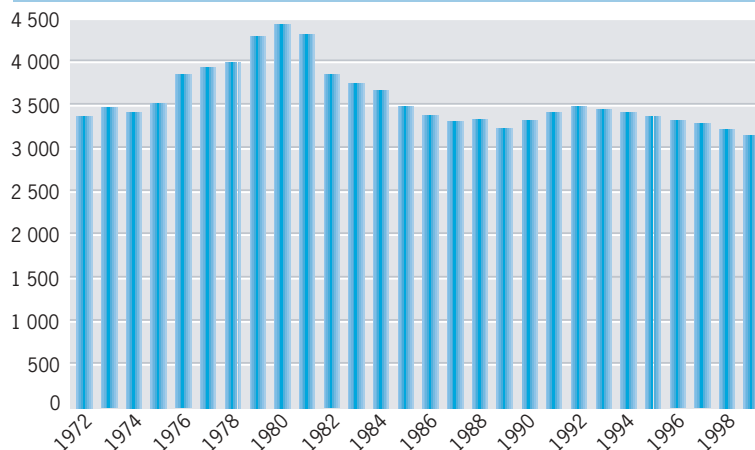
L'évolution démographique

La population totale de l'Asie occidentale (bande de Gaza et Cisjordanie exclues) a pratiquement triplé, selon les estimations, de 37,3 millions en 1972 à 97,7 millions en 2000, mais l'augmentation a été moins forte dans le Machrek que dans la péninsule Arabique (voir graphique, p. 56). La population de la bande de Gaza et de la Cisjordanie était de 1,13 million en 1972 et de

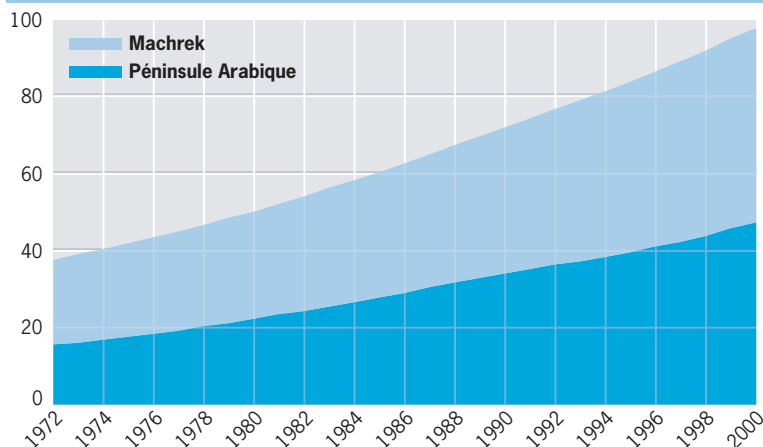
Le PIB par habitant en Asie occidentale n'a que peu changé dans l'ensemble depuis 1972. Les variations sont dues principalement aux fluctuations des cours du pétrole

Source : D'après les chiffres de la Banque mondiale, 2001

PIB par habitant (en dollars de 1995) : Asie occidentale



Population (en millions) par sous-région : Asie occidentale



La population de l'Asie occidentale continue à augmenter de plus de 3 % par an : de 3,6 % environ dans la péninsule Arabique et de 2,7 % dans le Machrek

Source : D'après la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2001

3,19 millions en 2000 (Nations Unies, 2001).

Le taux d'accroissement naturel dans la région demeure au-dessus de 3 % en 2000, soit beaucoup plus que la moyenne mondiale de 1,3 % (Nations Unies, 2001). On observe cependant des disparités importantes dans la région : la population des Émirats arabes unis a été multipliée par plus de huit depuis 1970, alors que dans d'autres pays le taux a été bien moins élevé ou a même été négatif. Les taux d'accroissement naturel les plus élevés sont relevés au Yémen : 4,1 % par an à la fin du XX^e siècle (Nations Unies, 2001).

Ces taux élevés d'accroissement de la population s'expliquent en partie par les politiques suivies. Par exemple, l'amélioration des systèmes de santé a entraîné une baisse de 50 % ou plus des taux de mortalité, faisant passer l'espérance de vie de 60,7 ans à 69,7 ans, et réduisant de plus de moitié les taux de mortalité infantile qui sont passés de 75 à moins de 30 pour 1 000 naissances vivantes. En dépit d'une baisse des taux de fécondité dans les deux sous-régions – plus de 7 enfants par femme à 6,3 dans la péninsule Arabique et 4,6 dans le Machrek – les taux actuels de fécondité sont encore beaucoup plus élevés que la moyenne mondiale de 2,8 (Nations Unies, 2001).

Dans la plupart des pays, la population est très jeune. Dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (c'est-à-dire tous les pays de la péninsule Arabique sauf le Yémen), 43 % de la population a moins de 15 ans (Al-Qudsi, 1996) et dans le Machrek ces chiffres vont de 30 % au Liban à 48 % en Iraq (CESAO, 1997). Près de 50 % des Palestiniens ont moins de 15 ans, ce qui porte à plus de 100, chiffre très élevé par rapport aux moyennes mondiales, le taux de dépendance (rapport des moins de 15 ans et des plus de 64 ans à la population active) (PCBS, 1997).

En dépit de la croissance démographique rapide au cours des 30 dernières années, les pays du CCG sont

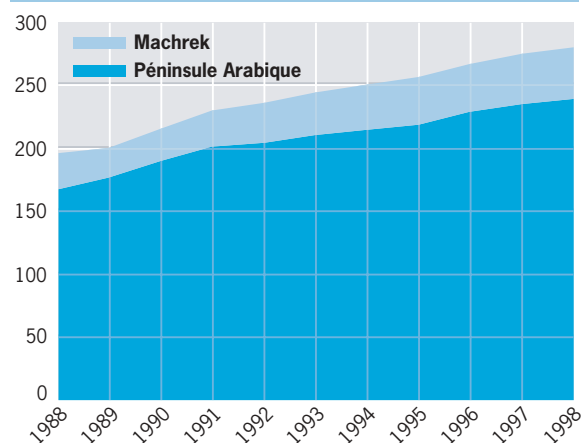
encore relativement peu peuplés (Al-Qudsi, 1996). Alors que l'augmentation de la population est due en partie à des taux d'accroissement élevés, une importante immigration de travailleurs étrangers due à l'augmentation de la demande de main-d'œuvre des secteurs de l'industrie et des services en pleine expansion a également été un facteur important. La population active totale dans les pays du CCG est passée de 2 millions en 1975 à 8 millions en 1995, grâce surtout à ces travailleurs étrangers, qui représentent 70 % des actifs, et jusqu'à 90 % dans les Émirats arabes unis et au Qatar, 83 % au Koweït, 60 % à Bahreïn et en Oman, et 59 % en Arabie saoudite (Al-Qudsi, 1996).

Développement économique

Les résultats économiques ont été considérablement influencés par les fluctuations des cours du pétrole sur les marchés internationaux, par les politiques économiques suivies et par d'autres facteurs non économiques, notamment les guerres et les conflits internes qui ont éclaté dans la région (CESAO, 1999). L'économie des pays du CCG est fortement dépendante des recettes pétrolières et des industries liées au pétrole, alors que dans les pays du Machrek et au Yémen l'économie est plus diversifiée.

Le PIB total de la région a plus que triplé, passant de 85,8 milliards de dollars en 1975 à 256,67 milliards de dollars en 1980, puis à 307,71 milliards de dollars en 1998 (CESAO, 1999). Le graphique de la page 56 montre la croissance du PIB total en dollars constants de 1995 entre 1988 et 1998.

PIB total (en milliards de dollars de 1995) de la sous-région : Asie occidentale



En termes réels, le PIB total a augmenté de 43 % dans la région entre 1988 et 1998 (en dollars constants de 1995)

Source : D'après la Banque mondiale, 2001

Les pays du CCG (Iraq exclu) ont assuré 85,47 % du PIB nominal total de la région en 1997, l'Arabie saoudite venant au premier rang (146,2 milliards de dollars), suivie par les Émirats arabes unis (49,54 milliards de dollars) et le Koweït (30,37 milliards). La Guerre du Golfe en 1990 a gravement endommagé l'économie de beaucoup de pays de la région de façon directe ou indirecte.

Les taux de croissance économique ont considérablement fluctué. Alors que le taux annuel de croissance du PIB réel a été en moyenne de 3,04 % dans les pays du CCG entre 1976 et 1998, il a été un peu plus élevé dans certains pays du Machrek : 4,46 % en Syrie, 5,51 % en Jordanie et 6,39 % au Liban (CESAO, 1999).

La diversification de l'économie au cours des 30 dernières années a entraîné une restructuration du PIB (CESAO, 1999). En effet, les pays du CCG ont commencé à réduire leur dépendance à l'égard du pétrole, en développant leur agriculture, leur industrie et leur secteur des services, y compris le tourisme. La part globale du secteur industriel (pétrole compris) a diminué de 80 % en 1975 à 51 % en 1998, alors que la contribution du secteur des services passait de 19 % en 1975 à 44,5 % en 1998. La contribution totale de l'agriculture est passée de 0,89 % en 1975 à 4,22 % en 1998 (CESAO, 1999). La part du pétrole dans le PIB des pays membres du CCG a diminué : alors qu'elle était de 62,4 % en 1980, elle demeurait encore élevée, à 33,81 % en 1998.

Science et technologie

Les réalisations scientifiques et technologiques ont été modestes. Les étudiants en science et en technologie représentent environ un quart des étudiants du supérieur dans les Émirats arabes unis, en Jordanie, au Koweït, au

Production et consommation d'énergie en Asie occidentale

Les ressources énergétiques classiques sont abondantes en Asie occidentale, et 9 des 12 pays sont des producteurs et exportateurs de pétrole. Bien qu'étant l'un des principaux producteurs d'énergie, le Moyen-Orient ne consomme que 4,3 % environ de l'énergie primaire commerciale produite dans le monde. La consommation d'énergie a augmenté plus vite en Asie occidentale au cours des 30 dernières années que partout ailleurs. Mais cette croissance s'est ralentie, de 6,4 % par an durant les années 70, à 4,7 % durant les années 90 (PNUD, ONU et CME, 2000). La consommation totale d'énergie finale par habitant a également augmenté régulièrement au cours des 30 dernières années, passant de 0,5 TEP en 1971 à 1,6 en 1999 (d'après les chiffres établis par l'AIE, 2001).

Liban et en Syrie, mais jusqu'à 41 % en Iraq (Banque mondiale, 2001). Néanmoins, le manque de ressources financières limite leur contribution. Les domaines prioritaires de la recherche sont l'hydrologie, les biotechnologies, les énergies renouvelables et le développement des technologies autochtones.

La diffusion des techniques de la communication présente des disparités. Le niveau d'équipement en ordinateurs individuels va de près de deux fois la moyenne mondiale de 7,72 pour 1000 habitants, à Bahreïn, dans les Émirats arabes unis, au Koweït et au Qatar, à 0,19 seulement au Yémen (Banque mondiale, 2001). L'utilisation des téléphones cellulaires a rapidement progressé, et devrait dépasser celle des téléphones fixes à Bahreïn et dans les Émirats arabes unis qui, pour 100 habitants, ont le plus grand nombre d'abonnés : respectivement 54,8 et 30,0 (UIT, 2001, 2002).

chapitre 2, arrière-plan socioéconomique, Asie occidentale. Références bibliographiques :

AIE (2001). *World Energy Outlook : 2001 Insights*. Agence internationale de l'énergie.

<http://www.iea.org/weo/insights.htm> [Geo-2-305]

Al-Qudsi, S. (1996). Labour market policies and development in the GCC : Is domestic policy of significance ? In Delvin, J. (dir. de publ.), *Gulf Economies : Strategies for Growth in the 21st Century*. Washington (É.-U.), Georgetown University

Banque mondiale (2001). *World Development Indicators 2001*. Washington (É.-U.), Banque mondiale

CESAO (1997). Demographic and Related Socioeconomic Data Sheets for Countries of the Economic and Social Commission for Western Asia as Assessed in 1996. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, No 9-1997. New York (É.-U.), Nations Unies

CESAO (1999). *Survey of Economic and Social Developments in the ESCWA Region*. New York (É.-U.), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Nations Unies (1996). *Annual Populations 1950-*

2050 (the 1996 Revision). New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU

Nations Unies (2001). *World Population Prospects 1950-2050 (The 2000 Revision)*. New York (É.-U.), Division de la population du Secrétariat de l'ONU www.un.org/esa/population/publications/wpp2000/wpp2000h.pdf [Geo-2-204]

OMS (2000). *WHO Statistical Information System*. Organisation mondiale de la santé <http://www.nt.who.int/whosis/statistics/> [Geo-2-307]

PCBS (1997). *Population and Housing Census*. Bureau central palestinien de statistique http://www.pcbs.org/inside/f_pophos.htm [Geo-2-322]

PNUD (2000). *Rapport mondial sur le développement humain 2000*. Bruxelles (Belgique), De Boeck Université

<http://www.undp.org/hdr2000/english/book/back1.pdf> [Geo-2-306]

PNUD (2001). *Rapport mondial sur le développement*

humain 2001. Bruxelles (Belgique), De Boeck Université

<http://www.undp.org/hdr2001/completnew.pdf> [Geo-2-289]

PNUD, Département des affaires économiques et sociales (ONU) et CME (2000). *World Energy Assessment*. Programme des Nations Unies pour le développement

<http://www.undp.org/seed/eap/activities/wea> [Geo-2-320]

UIT (2001). *ITU Telecommunication Indicator Update*. Union internationale des télécommunications <http://www.itu.int/journal/200105/E/html/update.htm#top> [Geo-2-322]

UIT (2002). *ICT Free Statistics Home Page : Internet Indicators by Country for 1998 and 2000* www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at_glance/cellular00.pdf

UNESCO (2000). *Adult Literacy Rates by Sex. Region : Arab States*. Paris (France), Institut de statistique

L'arrière-plan socioéconomique : régions polaires

Cette section ne couvre que l'Arctique, car l'Antarctique n'a pas de population permanente. Au cours des 30 dernières années, l'Arctique a acquis une certaine importance géopolitique ; la région est composée des huit pays que baigne l'océan Arctique : le Canada, le Danemark (pour le Groenland et les îles Féroë), les États-Unis (pour l'Alaska), la Fédération de Russie, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. L'Arctique couvre ainsi 13,4 millions de km² environ et sa population ne dépasse pas 3,5 millions (avec une densité de 0,26 habitant/km² (AMAP, 1997).

Développement humain

Sur sept de ces huit pays, la Norvège vient au premier rang du classement en fonction de l'Indicateur du développement humain ; le Danemark (Groenland) vient au 15^e rang. Au 55^e rang, dans une position intermédiaire, se classe selon le PNUD (2001) la Fédération de Russie, qui est le seul pays arctique où cet indicateur a diminué au cours des 30 dernières années (PNUD, 2001). Mais ce classement masque des différences subtiles mais critiques entre la région arctique proprement dite et les régions de latitude plus tempérée de chacun de ces huit pays.

En effet, dans la région arctique, l'espérance de vie est moins élevée, les taux de mortalité plus élevés, notamment les taux de mortalité infantile, que les moyennes nationales. L'espérance de vie dans le nord de la Norvège est ainsi inférieure de cinq ans à la moyenne nationale pour les hommes et de trois ans pour les femmes (AMAP, 1997). Au Groenland, dont la population est Inuit pour plus de 80 %, l'espérance de vie est de 69,5 ans, soit près de 10 ans de moins qu'en Islande (AMAP, 1997 ; PNUD, 2001). À la fin des années 80, l'espérance de vie des hommes (54 ans) et des femmes (65 ans) dans le nord de la Russie était de 10 à 20 ans

inférieure à la moyenne nationale (AMAP, 1997). Le taux de mortalité infantile des minorités autochtones du nord de la Russie est de 30 pour 1 000, atteignant 47,6 pour 1 000 chez les Yupik de Sibérie, alors que la mortalité infantile en Islande ne dépasse pas 6 pour 1 000 naissances vivantes (AMAP, 1997).

Les habitants de l'ensemble de l'Arctique sont fortement alphabétisés, mais la qualité des écoles des communautés éloignées de tout est moindre que dans les villes situées plus au sud dans le même pays. La volonté de préserver les langues vernaculaires a amené à tout faire pour offrir un enseignement primaire dans ces langues, et à les enseigner dans les établissements secondaires et les instituts d'enseignement supérieur.

Tous les peuples de l'Arctique sont exposés à des risques de santé du fait des polluants organiques persistants (POP), des métaux toxiques, des radionucléides, des polluants de l'air en plein air et dans les locaux fermés, la contamination de l'eau et le rayonnement ultraviolet. Deux premières études faites au Canada montrent que les concentrations sanguines de POP chez les peuples autochtones qui consomment la viande des mammifères marins sont de 3 à 10 fois plus élevées que dans le sud du Canada. La crainte de la pollution, cependant, peut amener à modifier les régimes alimentaires traditionnels, ce qui pourrait causer l'apparition d'autres problèmes médicaux (Gouvernement canadien, 2000).

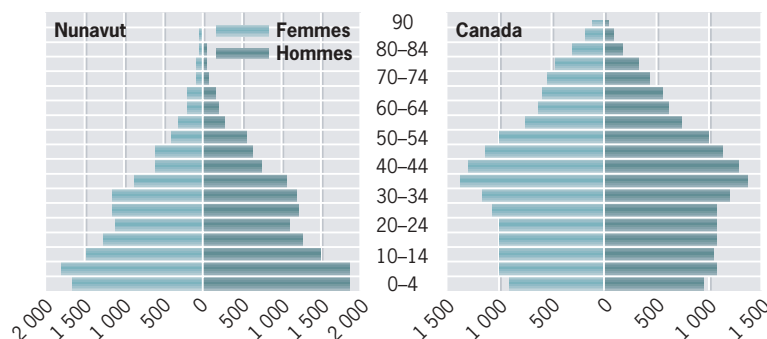
L'évolution démographique

L'Arctique abrite de nombreuses populations autochtones. Ainsi, les Inuit constituent plus de 80 % de la population du Groenland et 85 % de celle du Nunavut au Canada. À ces quelques exceptions près, les populations autochtones sont des minorités dans la région où elles vivent, en raison de l'immigration.

La population de l'Arctique est très jeune ; un quart de la population a moins de 15 ans au Groenland et en Islande, tandis que 41 % ont moins de 16 ans au Nunavut (Conference Board of Canada, 2002, CIA, 1998a et b). On constate une augmentation spectaculaire de 32 % de la population du Nunavut entre 1986 et 1996 grâce à des taux de natalité élevés et à une élévation de l'espérance de vie (voir graphiques à gauche).

Les possibilités d'emploi et la construction de logements ont pris du retard par rapport à l'accroissement de la population, d'où, dans de nombreuses collectivités, du chômage et une grave crise du logement (AMAP, 1997). Les taux élevés d'alcoolisme, de suicide, de meurtre et de décès accidentels dans la population arctique sont peut-être aussi liés à l'absence de perspectives et à un sentiment d'impuissance (Bjerregaard et Young, 1998). À la fin des années 90, le chômage dans le nord de la Russie avait atteint 25 à 30 % (AMAP, 1997) et un demi-million d'habitants de cette région l'avaient quittée (Weir, 2001).

Pyramide des âges dans le Nunavut et dans le reste du Canada



Les populations arctiques sont plus jeunes que la moyenne du reste du pays

Note : Pour le Nunavut, nombre de personnes ; pour le Canada, en milliers

Source : Conference Board of Canada, 2002

Développement économique

La pêche, le tourisme, le commerce des fourrures, l'artisanat sont des activités commerciales traditionnellement importantes dans l'Arctique ; on estime que 26 % des emplois, en Alaska, sont fortement dépendants de la salubrité de l'environnement (Colt, 2001). L'économie du Groenland, des îles Féroë et de l'Islande dépend de la pêche et des exportations de poissons (AMAP, 1997), qui représentent 75 % des exportations de l'Islande, par exemple (CIA, 1998b). L'industrie des fourrures s'est effondrée durant les années 70 en raison des protestations des défenseurs des droits des animaux, et de l'interdiction, en Europe et aux États-Unis, de l'exploitation des mammifères marins à des fins commerciales (Lynge, 1992).

Le tourisme prend une importance grandissante dans l'économie des régions arctiques. Les visites de touristes, pendant l'été, en Alaska, ont doublé durant les années 90, atteignant près de 1,2 million en 1999 (ADT, 2000) et représentant ainsi 3 % du produit brut de l'Alaska en 1998 (Goldsmith, 1999). En 1999, le tourisme apportait des recettes annuelles de 30 millions de dollars au Nunavut et de près de 1 000 millions de dollars en Alaska (State of Alaska, 2001).

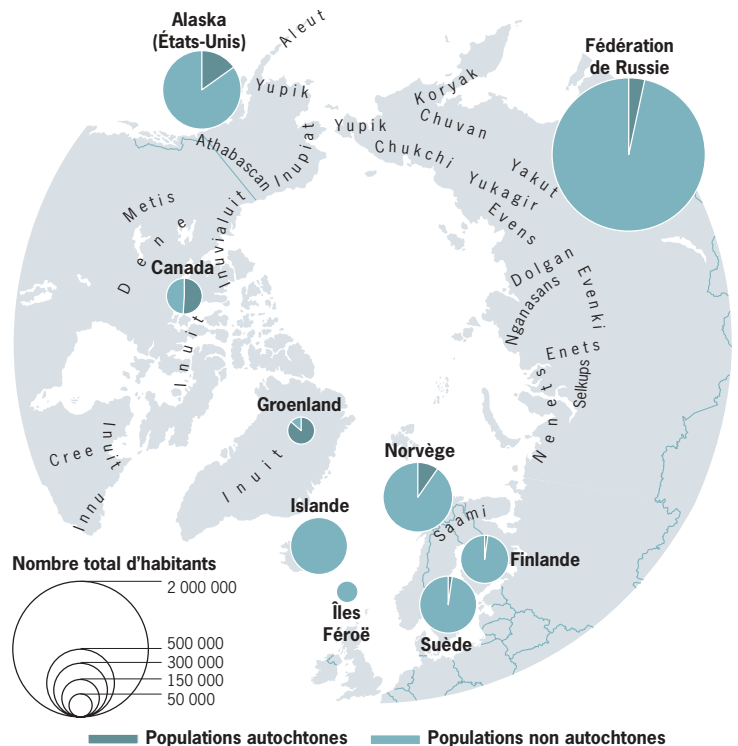
L'exploitation des ressources pétrolières a dopé la croissance économique des pays de l'Arctique. Près de 85 % du budget de l'Alaska provient des recettes pétrolières (State of Alaska, 2001) et de nouveaux développements sont prévus. L'exploitation du pétrole s'est développée au large des côtes de l'Alaska, et la prospection est en cours sur le plateau continental des îles Féroë ainsi que dans le secteur norvégien (Bjorsvik, 2000). Les ressources pétrolières et gazières sont en cours de développement dans plusieurs régions du nord de la Russie, et la Sibérie occidentale serait la région du monde la plus riche en pétrole (Klett et autres, 1997). La prospection dans le nord du Canada, où se trouve la moitié des réserves pétrolières estimées de ce pays, a été relancée ces dernières années (DIAND, 2001).

Dans certains pays de l'Arctique, l'industrie extractive est une autre importante activité économique. L'industrie minière de l'Alaska a représenté entre 1995 et 2000 plus de 1 000 millions de dollars par an (Knowles, 2001a). La production d'or, de zinc et de diamants demeure importante dans l'Arctique canadien (BHP, Billioton, 2002). L'extraction du plomb et du zinc a cessé au Groenland (Taagholt et Hansen, 2001), mais les essais ont commencé dans une nouvelle mine d'or. Le complexe minier de Norilsk, en Russie, était, en 1997, le premier producteur mondial de nickel (Norilsk, 2002).

Science et technologie

Après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972, la participation des populations autochtones aux forums

Populations autochtones dans l'Arctique



d'ONG et aux réunions scientifiques a démontré l'intérêt des différentes formes de connaissance traditionnelle et de l'inclusion des connaissances écologiques traditionnelles dans l'aménagement du territoire et la mise en valeur des ressources. Bien souvent, les savants se félicitent de la participation à leur recherche d'habitants de l'Arctique appartenant à des populations autochtones et locales.

L'accès à l'Internet, tout en étant inégalement réparti, a révolutionné la communication dans cette région du monde. Cependant, alors que les ordinateurs ainsi que la télévision, le cinéma, la vidéo et la radiodiffusion se sont largement répandus dans l'ensemble de l'Arctique, nombreux sont les établissements, dans l'Arctique russe, qui sont toujours mal desservis par le téléphone ou ne le sont pas du tout.

La carte montre la localisation des peuples autochtones dans l'Arctique et la proportion qu'ils représentent dans la population des zones arctiques des pays concernés

Source : CAFF, 2001

L'importance de l'alimentation de subsistance

Dans l'Arctique, les habitants dépendent encore beaucoup du renne domestique, du gibier, des oiseaux sauvages, des mammifères marins, du poisson et de la végétation locale qui, au total, représentent encore jusqu'à 50 % de l'alimentation autochtone et 25 % de l'alimentation de l'ensemble de la population dans la région autonome Okrug des Tchoukotka en Fédération de Russie (AMAP, 1997). Cette alimentation de subsistance est essentielle pour les autochtones, et c'est une des raisons pour lesquelles les organisations autochtones défendent farouchement la conservation des ressources naturelles, le droit de chasser, de pêcher, de poser des pièges et de ramasser des plantes, et de militer pour une réduction de la pollution transportée vers l'Arctique depuis les latitudes moyennes.

Le pétrole de l'Alaska et la Réserve naturelle nationale de l'Arctique

La Réserve naturelle nationale de l'Arctique dans le nord-est de l'Alaska est « l'exemple le plus frappant, en Amérique, d'une communauté fonctionnant naturellement, encore intacte, d'écosystèmes arctiques ou subarctiques » (USFWS, 2001). La Réserve a été créée pour protéger la faune et la flore sauvages, sauf dans une zone actuellement disputée, qui pourrait être ouverte à la prospection pétrolière et gazière par une Loi du Congrès des États-Unis. Cette zone contiendrait entre 2 et 12 milliards de barils de pétrole économiquement récupérables. Le *US Fish and Wildlife Service* (USFWS) indique qu'il existe une probabilité de 50 % de trouver une quantité de pétrole égale à celle qui est consommée aux États-Unis pendant neuf mois. Les gisements pétroliers du versant nord de l'Alaska ont déjà produit, depuis 1973, 13 milliards de barils de pétrole et pourraient en contenir encore 3 milliards seulement.

Pour les Gwich'in, une population qui se trouve de part et d'autre de la frontière entre l'Alaska et le Canada, cette réserve naturelle occupe une terre sacrée, car c'est là que se trouve l'endroit où les troupeaux de caribous mettent bas. Les caribous sont également utilisés pour l'alimentation, les vêtements, et comme source d'outils divers et d'ornements; ils sont le centre même de leur civilisation (Gemmil, 2002).

Gouvernance

En 1972, l'Arctique était une zone hautement militarisée où toute coopération internationale était pratiquement impossible. Ce n'est que depuis la création en 1991 de la Stratégie pour la protection de l'environnement dans l'Arctique que les huit pays de l'Arctique se sont engagés en faveur d'une coopération durable. En 1996, cette stratégie a été transformée en Conseil de l'Arctique, qui

a été chargé de pourvoir à la protection de l'environnement et au développement durable de la région. Cet organe est unique en son genre parmi les organisations internationales car il accorde aux organisations autochtones un statut particulier de « participant permanent » (Conseil de l'Arctique, 2002).

La délégation de l'autorité politique, des administrations centrales aux collectivités régionales et même locales, et de très importants transferts de terres et de capitaux en faveur des populations autochtones ont eu lieu dans l'Arctique au cours des 30 dernières années. Des accords réglant les demandes d'indemnisation couvrent désormais toutes les zones arctiques du Canada et visent le transfert de millions de km² de terres et d'eaux, des capitaux, des recettes, ainsi que des droits de cueillette, d'exploitation et de développement. Les Lapons (Saami) ont acquis un degré considérable d'autonomie politique grâce à la création des parlements Saami, dans chacun des États scandinaves. Le Groenland est devenu partiellement autonome en 1979 avec la création d'un gouvernement autonome, qui a été encore renforcé en 1985 (Osherenko et Young, 1989). Les populations autochtones du nord de la Russie n'ont pas encore obtenu un tel contrôle sur leurs terres et sur leur destin bien que la Constitution russe de 1993 et une législation récemment adoptée leur assurent une certaine protection de leurs droits (Osherenko, 2001 ; Kryazhkov, 1996).

chapitre 2, arrière-plan socioéconomique, Régions polaires. Références bibliographiques :

ADT (2000). *The State's Role in Guiding Tourism Growth*. Alaska Division of Tourism

<http://www.dced.state.ak.us/cbd/toubus/pptandspeches.htm> [Geo-2-307]

AMAP (1997). *Arctic Pollution Issues : A State of the Arctic Environment Report*. Oslo (Norvège), Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique

BHP Billiton (2002). *Diamonds*.

<http://www.bhpbilliton.com/bb/customerCentre/productGroups/diamonds.jsp> [Geo-2-308]

Bjerregaard, P. et Young, T.K., (1998). *The Circumpolar Inuit — Health of a Population in Transition*. Copenhagen (Danemark), Munksgaard International

Bjorsvik, B.T., (2000). *Exploration Takes Off in Major Fish Spawning Ground, Faroe Oil Exploration Underway*. *WWF Arctic Bulletin* 3, 2000, 14-15

CAFF (2001). *Arctic Flora and Fauna : Status and Conservation*. Helsinki (Finlande), Programme du Conseil arctique pour la préservation de la flore et de la faune arctiques

CIA (1998a). *Greenland*. World Rover www.worldrover.com/vital/greenland.html [Geo-2-309]

CIA (1998b). *Iceland*. World Rover www.worldrover.com/vital/iceland.html [Geo-2-310]

Colt, S. (2001). *What's the Economic Importance of Alaska's Healthy Ecosystems*, Research Summary 61. University of Alaska Anchorage

<http://www.iser.uaa.alaska.edu/publications/formal/summary/rs61.pdf> [Geo-2-311]

Conference Board of Canada (2002). *Iqaluit Demographics*. Conference Board of Canada www.city.iqaluit.nu.ca/demographics/demographics.htm [Geo-2-312]

Conseil de l'Arctique (2002). *Arctic Council* www.arctic-council.org

DIAND (2001). *Oil and Gas in Canada's North. The Canadian frontier — Renewing Exploration in the North*. Indian and Northern Affairs Canada

http://www.aicn-inac.gc.ca/ps/ecd/env/nor_e.html [Geo-2-313]

Gemmill, F. (2002). *Arctic Refuge, Home of the Gwich'in People*. National Wildlife Federation

<http://www.nwf.org/arcticrefuge/gwichin.html> [Geo-2-314]

Goldsmith, S. (1999). *Alaska Gross State Product*. University of Alaska Anchorage

http://www.iser.uaa.alaska.edu/publications/formal/review97_2000.pdf [Geo-2-315]

Gouvernement canadien (2000). *Northern Science and Technology in Canada : Federal Framework and Research Plan April 1, 2000-March 31, 2002*. Ottawa (Canada), Gouvernement canadien

Kryazhkov, V.A. (1996). *Land rights of the small peoples in Russian federal legislation*. *Polar Geography* 20, 2, 85-98

Lynge, F. (1992). *Arctic Wars, Animal Rights, Endangered Peoples*. Hanover (É.-U.), New England University Press.

Norilsk (2002). *Norilsk Mining Centre — Nickel, Palladium and Copper Production Facility, Russia*. The Website for the Mining Industry

<http://www.mining-technology.com/projects/norilsk/index.html> [Geo-2-316]

Osherenko G. et Young, O. (1989). *Age of the Arctic : Hot Conflicts and Cold Realities*. Cambridge (R.-U.), Cambridge University Press

Osherenko, G. (2001). *Indigenous rights in Russia : is title to land essential for cultural survival ?* *Georgetown International Environmental Law Review* 3, 695-734

PNUD (2001). *Rapport mondial sur le développement humain 2001*. Bruxelles (Belgique), De Boeck Université

<http://www.undp.org/hdr2001/completenew.pdf> [Geo-2-289]

State of Alaska (2001). *Visitor Information*. State of Alaska www.dced.state.ak.us/tourism/learn/learn6.htm [Geo-2-317]

Taagholt, J. et Hansen, J.C. (2001). *Greenland : Security Perspectives*, Fairbanks, Arctic Research Consortium of the United States

USFWS (2001). *Potential Impacts of Proposed Oil and Gas Development on the Arctic Refuge's Coastal Plain*. Arctic National Wildlife Refuge

<http://www.defenders.org/wildlife/arctic/fws/drill/usfws4.html> [Geo-2-318]

Weir, F. (2001). *Russia's Arctic is Now an Economic Gulag*, Christian Science Monitor www.csmonitor.com/durable/2001/02/26/p1s4.htm [Geo-2-319]

NOTRE ENVIRONNEMENT EN MUTATION : Les marécages mésopotamiens



Les marécages mésopotamiens font partie intégrante du système hydrologique du Tigre et de l'Euphrate, au confluent de ces deux fleuves, dans le sud de l'Iraq, aux confins de l'Iran. La dessiccation de ces vastes zones humides doit être attribuée à deux causes principales : la construction de barrages en amont, et les

ouvrages de drainage. Une vue aérienne des marécages prise en 1976 montre qu'ils étaient alors pratiquement intacts. Depuis, leur superficie s'est réduite de 90 %. En 2000, seule une petite fraction des marécages d'Al-Hawizah, près de la frontière entre l'Iran et l'Iraq existait encore, mais était en voie de disparition rapide en raison d'ouvrages hydrologiques réalisés en amont. Or, ces marécages sont un lieu de passage essentiel des oiseaux migrateurs entre la Sibérie et l'Afrique du Sud. La perte de ces marécages a mis probablement 40 espèces d'oiseaux migrateurs en danger. Plusieurs mammifères et poissons uniques existant dans ces marécages sont désormais considérés comme éteints. La pêche côtière dans le nord du Golfe, étroitement dépendante de ces marécages où se reproduisent les poissons, a également été affectée.

Un grand nombre des Arabes des marais qui vivaient depuis des millénaires dans ces habitations fragiles, presque flottantes, dans ce monde aquatique rare, ont désormais été forcés de trouver refuge ailleurs en raison de la disparition de leur habitat. Toute une civilisation a ainsi été détruite, et les habitants de cette contrée ont été transformés en réfugiés.



Un paysage typique de marais, avec des villages construits sur des îles flottantes artificielles, entourant un marécage qui est rempli de roseaux et de boue. Pour la protection contre les inondations, de nouvelles couches ont été ajoutées chaque année afin de renforcer la base de l'île flottante

Dans les photographies ci-dessous, la végétation dense (surtout des roseaux *Phragmites*) apparaît en tâches rouges foncées ; le rouge plus clair, le long des fleuves, atteste la présence de palmiers dattiers. En 2000, la plus grande partie des marécages du centre apparaissait sous une couleur olive-gris-brun, ce qui indique une faible végétation sur des sols peu humides ou secs.

